

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Plus de « spectateurs muets » de la liturgie!
L'Histoire de l'art dans l'enseignement secondaire
« De l'Alsace à la Flandre »
Pronostics pour cette saison...
La politique espagnole
« Histoire du monde » du curé Pecquet
Le projet de la personification civile de l'Université catholique de Louvain 1841-1842

S. Gr. Mgr Grente
Dom Sébastien Braun, O. S. B.
Edmond Rubbens
Jean Maxence
Giovanni Hoyois
Omer Englebert

A. De Ridder

Les idées et les faits : Chronique des idées : Adieux à l'Exposition de l'Art Flamand Ancien, Mgr J. Schyrgens. — Belgique. — Allemagne.

La Semaine

En reprenant après six semaines ces notes hebdomadaires, nous n'avons que l'embarras du choix.

Commençons par souligner la patriotique allégresse qui salua l'heureuse naissance du prince Baudouin. La Providence s'est plu à donner au loyalisme belge, en cette année du centenaire et au lendemain de l'acte courageux de la princesse Astrid, l'héritier qu'il appelait de tous ses vœux.

Depuis 1830, le rôle de la Monarchie, chez nous, n'a fait que croître en importance. Et le peuple belge a conscience des services inestimables rendus à la Patrie par sa Maison royale. L'enthousiasme loyaliste qui a marqué les fêtes du Centenaire le démontre avec éclat.

Cette action de la Couronne sera plus bienfaisante encore à l'avenir qu'elle ne le fut dans le passé, parce que la Belgique de 1930 est livrée à une agitation centrifuge que, seule, la Royauté est capable de contenir dans les limites exigées par l'unité nationale. Voilà pourquoi la naissance d'un prince appelé, avec la grâce de Dieu, à continuer un jour l'œuvre de nos Rois, a causé tant de joie à ceux qui aiment la Belgique.

Daigne Notre-Seigneur protéger et bénir ce lien nouveau entre la Dynastie et la Nation, et faire de l'enfant qui vient de naître un prince chrétien digne de sa haute mission!

* * *

L'Eglise de Belgique, si intimement mêlée à toute notre vie nationale, a magnifiquement célébré Celui qui règne dans les Cieux et qui a reçu les nations en héritage, Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Manifestation religieuse grandiose et inoubliable que celle du Congrès eucharistique de Malines, et qui témoigne de l'intensité et de la profondeur de la vie surnaturelle chez nous. Si le catholicisme est la vérité, et si le monde n'existe que pour le salut des prédestinés, quelle joie de constater, dans une Europe qui se déchristianise, que Jésus-Christ et son Eglise sont à ce point aimés et servis en Belgique!

En glorifiant l'Eucharistie — le Mystère chrétien par excellence, le Sacrifice qui opéra et ne cesse d'opérer notre Rédemption, le Pain qui nourrit et qui soutient, la Présence qui protège et qui préserve — les frères du Christ honorent et célèbrent la synthèse des bienfaits que leur apporta le Fils de Dieu.

Mysterium fidei! Et ceux pour qui cette réalité mystérieuse et cette certitude de foi sont aussi réelles et aussi certaines que la lumière du soleil ou l'amour maternel, ont prié avec ferveur, à Malines, pour les chers compatriotes que l'ignorance, les préjugés ou l'orgueil empêchent de soumettre humblement leur intelligence à la Vérité eucharistique et de courber le front devant ce Centre et ce Sommet de l'amour de Dieu pour nous : le très Saint-Sacrement de l'autel.

* * *

« Les archevêques et évêques de la Sainte-Eglise catholique en pleine communion avec l'Eglise d'Angleterre », comme ils s'intitulent, ont tenu à Lambeth, au nombre de 307, et sous la présidence de l'archevêque de Canterbury, la « septième Conférence de Lambeth ». Le texte d'une lettre encyclique fut établi et 75 « résolutions » furent votées.

Une regrettable capitulation en matière de contrôle des naissances fut adoptée par 193 voix contre 67. Par cette brèche nouvelle dans la morale chrétienne, le flot destructeur de la famille va multiplier ses ravages. La concession faite au néomalthusianisme a beau être entourée de vagues réserves et de formules minimisantes, il reste que les principes chrétiens furent sacrifiés et que le protestantisme ne se révèle, hélas!, aussi impuissant à sauvegarder la morale qu'à maintenir le dogme.

Cette capitulation a douloureusement affecté ceux qui rêvent de concentration chrétienne et d'union de toutes les forces chrétiennes contre l'ennemi commun, d'autant plus douloureusement qu'un grand souffle chrétien paraît avoir animé la Conférence et que les catholiques souhaitent de tout leur cœur que l'Eglise anglicane conserve le plus possible de la vérité révélée.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces importantes assises, bornons-nous, aujourd'hui, à citer la *resolution* par laquelle les 307 évêques protestants, réunis à Lambeth, rendent un solennel hommage au cardinal Mercier. La précédente Conférence s'était tenue en 1920. Entretiens eurent lieu les célèbres Conversations de Malines. Qu'allait-en dire la Conférence?

« Croyant — nous traduisons la trente-deuxième *resolution* — que l'intention de Notre-Seigneur au sujet de son Eglise ne sera réalisée que quand toutes les parties séparées de son corps se trouveront unies; et que c'est seulement par une discussion complète entre les Eglises que l'erreur et les malentendus peuvent être dissipés et la pleine unité spirituelle atteinte; la Conférence apprécie à sa valeur le courage et la charité chrétienne dont fit preuve le cardinal Mercier en organisant les Conversations de Malines, encore que celles-ci n'eussent aucun caractère officiel et qu'elles ne fussent pas tout à fait représentatives des Eglises... »

* * *

Dixmude! Encore une occasion manquée de faire de la grande politique d'union!...

L'immense majorité des masses flamandes réunies le mois dernier à Dixmude pour l'inauguration du monument aux soldats flamands morts pour la Patrie, était loyaliste et « belgiciste », pour employer le jargon à la mode. Certes, les intentions de certains meneurs n'étaient rien moins que pures, mais il fallait précisément empêcher ces exaltés et ces cerveaux brûlés d'exploiter à des fins antibelges une manifestation qui, aux yeux des populations flamandes, n'était qu'un acte de piété envers les frères tombés au front. Une fois de plus, on laissa passer l'occasion. Et il s'en

fallut de bien peu, qu'à la suite d'un geste maladroit qui ne pouvait être interprété que comme une provocation, de graves désordres ne se produisissent. Le sang ne coula pas, heureusement!, mais un frisson parcouru la Flandre. En fait, la manifestation de Dixmude fortifia les sentiments antibelges alors qu'il eût été si facile de déjouer les calculs de ceux qui s'appliquent à entretenir l'équivoque et à cristalliser, à tout propos, dans un sens hostile à la Belgique, l'inconsciente complicité qu'ils trouvent, à l'heure actuelle, chez presque tous les Flamands.

Ce qu'il eût fallu? Aller à Dixmude, convertir cette manifestation monstre en un légitime hommage aux soldats flamands morts pour la Belgique et pour leur Roi. L'inauguration du monument flamand de l'Yser eût pu marquer une date dans la pacification intérieure. Au lieu de cela...

Il faut bien reconnaître d'ailleurs que « cela ne va guère ». On ne comprend toujours pas... Il semble même que certains milieux comprennent moins que jamais. Les explosions de loyalisme qui ont accueilli le Roi et la Famille Royale partout où ils se sont montrés en pays flamand, font dire à beaucoup de braves gens: mais alors, le mouvement flamand, le danger du séparatisme, la vague de fond qui soulève la Flandre, le prétendu antibelgicisme du Flamand, tout cela est bien exagéré?

Si nous n'étions qu'observateur, nous nous contenterions de répondre: On verra bien! Mais il y va de notre patrie! Aussi ne cesserons-nous de crier: Casse-cou! Vous vous trompez du tout au tout si vous niez que la situation en Flandre est plus grave qu'elle n'a jamais été. Interrogez donc ceux qui sont bien placés pour savoir et ils vous diront qu'une dissolution éventuelle enverrait à la Chambre, demain, deux sinon trois fois plus de nationalistes qu'elle n'en compte aujourd'hui.

Pourquoi? Parce qu'on fait exactement la politique qu'il ne faudrait pas faire. On s'obstine à minimiser, à endiguer, à circonscrire. On déplore et on ne concède que l'inévitable. Au fond on se résigne à contre-cœur et on regrette que la Flandre se flamandise. On estime que, ce faisant, elle se diminue et diminue la Belgique. Et tant qu'on pensera de la sorte, et qu'on agira en conséquence, on aggravera la situation au lieu de l'améliorer.

Ce qui est radicalement erroné chez beaucoup, c'est le point de vue. Ce qui manque, c'est le cœur.

Exemple lumineux: les projets scolaires. Ouvrez les journaux d'expression française, et vous aurez l'impression que ces projets n'ont pour but que de... sauvegarder les droits et privilèges de la minorité française en Flandre. Preuve flagrante que la question est placée sous un éclairage déplorable. Ces projets ont d'abord et surtout pour objet le droit de la majorité. Il s'agit de régler au mieux l'instruction de cette majorité, quitte à sauvegarder les droits linguistiques de la minorité.

Aussi longtemps que prévaudra l'erreur radicale qui fait envisager le mouvement flamand comme un mal en soi au lieu de le considérer comme une force de régénération et une source de grandeur nouvelle, la paix intérieure n'est pas possible et le conflit ira en s'envenimant toujours.

Mais, dit-on, parlez-nous donc des folies criminelles et des invraisemblables aberrations professées par tant de jeunes intellectuels catholiques flamands et par le jeune clergé en particulier. Quand donc direz-vous leur fait à ces forcenés de la race et de la culture, à ces révolutionnaires pour qui ni l'autorité religieuse ni l'autorité civile ne comptent plus?

A ces égarés, il n'y a malheureusement pas grand-chose à dire en ce moment. Enivrés de vague et faux mysticisme nationaliste, ils sont provisoirement incurables. Le premier problème n'est pas de les convertir, eux, mais d'empêcher leur influence de continuer

à s'exercer et à s'étendre. Pour cela, l'urgent est de créer en Flandre une atmosphère qui stérilise leurs efforts. Faites que les masses flamandes se sentent vraiment chez elles en Belgique, donnez leur l'impression que la Belgique officielle, non seulement n'est pas anti-flamande, mais est résolument et joyeusement proflamande, et ces jeunes intellectuels prêcheront dans le désert. Et il est plus que temps, car le nationalisme en est arrivé à contaminer insensiblement toute la vie flamande!...

Les Wallons paraissent décidés à empêcher par tous les moyens que soit portée atteinte à l'intégrité de la Wallonie et à ce que soit organisé, chez eux, des écoles flamandes qui risqueraient de s'opposer à, ou de retarder, l'absorption wallonne des Flamands installés là-bas. Mais la dénatalité qui fait de la Wallonie la région la plus inféconde de l'Europe, fait planer sur elle une menace de mort.

« La situation lamentable de la natalité wallonne, écrivait ces jours-ci le R. P. Lemaire, en commentant les dernières statistiques, est telle malgré l'appoint considérable des naissances de Flamands immigrés, qui comptent comme wallonnes.

» Nous pensons qu'un cinquième au moins de naissances qui passent pour wallonnes, sont purement flamandes, c'est-à-dire qu'elles proviennent de parents directement immigrés de Flandre.

» En défalquant ces naissances et celles des étrangers on peut affirmer avec certitude que le chiffre des naissances purement wallonnes est de loin inférieur au chiffre des décès: la Wallonie, comme race autochtone, est en pleine dépopulation.

« Les Wallons ne veulent presque plus d'enfants, et la répugnance à la maternité s'accroît en Wallonie d'année en année.

» Dans dix ans, il y aura en Wallonie une proportion absolument prépondérante d'enfants flamands et étrangers, et une infime proportion d'enfants wallons.

Les journaux libéraux ont beaucoup reparlé, ces temps-ci de la flamandisation de l'Université de Gand. Parce qu'il restait interdit aux catholiques, après comme avant cette flamandisation de fréquenter Gand, ces journaux s'indignent et crient au machiavélisme. A les croire, les catholiques n'auraient flamandisé Gand que pour favoriser Louvain, et auraient caché une manœuvre cléricale sous des déclamations culturelles et patriotiques.

Il est difficile d'admettre la bonne foi de ceux qui formulent ces accusations, car en pleine bagarre Gand-flamand — il y a huit ans comme cette année — il a été dit et répété à satiété, ce que l'on reproche en ce moment aux catholiques d'avoir tu.

Gand-flamand était devenu un symbole. La pacification linguistique exigeait d'abord cette réforme-là. Non pas que son octroi allait mettre fin à la lutte, mais il constituait une condition préalable à toute œuvre d'apaisement. La réforme fut malheureusement réalisée trop tard pour avoir en 1930 toutes les suites bienfaisantes qu'elle n'eût pas manqué d'avoir si elle avait été réalisée plus tôt. Mais elle restait indispensable.

Le malheur, comme toujours dans la querelle linguistique, c'est qu'elle fut concédée après son heure et arrachée de haute lutte. Tant qu'on n'ira pas au devant des événements pour les conduire, et qu'on s'en tiendra à ne céder qu'à la toute dernière extrémité, contraint et forcé, tout ce que le mouvement obtiendra loin de le calmer, l'exaspérera toujours davantage et le jettera dans les plus regrettables exagérations.

Et les élections allemandes? C'est à Genève que nous en apprûmes les résultats. Bien des figures s'allongèrent chez les délégués du monde réunis pour consolider la paix. Une vague de pessimisme

prévalut pendant plusieurs jours, puis l'euphorie reprit le dessus, cette singulière euphorie genevoise qui crée une atmosphère toute spéciale en septembre, pendant l'assemblée annuelle de la S. D. N., sur les bords du lac Léman.

Elles ont déjà fait couler beaucoup d'encre, ces élections qui accusent le grand progrès de l'extrémisme outre-Rhin. Attendons, mais en nous préparant au pire.

Le pire! Voilà donc où nous en sommes douze ans après la victoire!...

« Si du moins, demande le citoyen de Brouckère dans le *Peuple*, nous savions pourquoi l'électeur allemand a eu ce mouvement de frénésie soudaine? ».

Parce que la démocratie politique est une nuisance, répondrons-nous, et qu'elle conduit fatalement à la dictature en période de crise.

Un des meilleurs connaisseurs de l'âme allemande nous disait, à Genève, que ces élections ne font que témoigner du radicalisme et de l'« héroïsme » qui soulèvent en ce moment la génération d'après-guerre de son pays. Mentalité des plus dangereuses car cette folie « héroïque », qui fait du sacrifice volontaire de l'individu à la collectivité l'idéal humain le plus élevé, peut conduire à la catastrophe...

« Pourquoi, continue M. de Brouckère, pourquoi la dictature règne-t-elle dans une portion considérable de l'Europe et menace-t-elle presque tout le reste? Ce qui me frappe, justement, c'est cette extension même, toujours plus considérable. Hier le fascisme triomphait tout-à-coup en Finlande; aujourd'hui, il envahit l'Allemagne. » (Depuis, il s'est étendu en Autriche, ajouterons-nous.)

« Comment ne pas reconnaître que tous les États sont menacés, que ceux où la démocratie est depuis longtemps solidement établie offrent généralement une résistance plus considérable aux entreprises de violence, et de dictature, mais qu'aucun n'est absolument à l'abri et que partout il faut songer à se défendre? »

« Tandis que — écrit-il encore — dans le monde entier on discutait passionnément des élections allemandes, se fondait à Genève l'Union européenne... » « Il faut bien se rendre compte de ceci : que l'Union européenne n'est possible qu'entre des États démocratiques. »

D'abord, l'Union européenne n'est pas encore née, et ce n'est précisément pas l'optimisme qui prévalait à son sujet, à Genève, pendant la session qui vient de finir. Et puis, si cette Union n'était possible qu'entre États démocratiques, elle ne se ferait jamais, car il semble bien que la décadence de la démocratie politique soit irrémédiable. Heureusement!...

« Démocratie, écrivait Mussolini en 1929 au Dr Gustave Le Bon, c'est le gouvernement qui donne ou cherche à donner au peuple l'illusion d'être souverain. Les instruments de cette illusion ont été divers pour les époques et les peuples, mais le fond et les buts n'ont jamais changé. »

De cette illusion, de ce hochet, les peuples semblent ne plus faire grand cas. Ils demandent, non de paraître exercer le pouvoir, mais d'être gouvernés.

Alors? Alors, pour un catholique l'avenir est bien sombre. Sans unité morale, livrée à des nationalismes exaspérés et à des égoïsmes nationaux féroces, où va l'Europe?... Elle tourne résolument le dos aux principes déchristianisateurs de 89, mais s'orientent-elle vers une renaissance catholique? Le sort de l'Europe tient dans cette question.

* * *

Les Italiens ont bien tort de s'indigner à propos du procès de

De Rosa. La manœuvre de la défense s'imposait : faire le procès du fascisme. La chose est sans importance aucune. Le criminel a été reconnu coupable mais on a cru — à tort, à notre avis — pouvoir le faire bénéficier de circonstances atténuantes. A ce compte-là, les crimes politiques ont toujours des circonstances atténuantes...

Les ennemis du fascisme ont pu s'en donner à cœur joie à la Cour d'assise du Brabant : il n'y avait personne pour leur répondre! Le « témoin » catholique, qualifié par le correspondant bruxellois de l'*Echo de Paris* de « l'une des colonnes du journalisme catholique belge » (!) y alla, avec une puérilité désarmante, de son petit cours de haute politique... irréaliste. Il n'y aurait donc plus aucune liberté là-bas, la vie y serait intenable, etc... Et des millions et des millions d'occidentaux civilisés acceptent pareil régime?... Et cela depuis des années?... Et un président de jeunesse catholique italienne — qui n'est pas fasciste — nous disait dernièrement que le fascisme se fortifie chaque jour et que les nouvelles générations lui sont complètement acquises?...

Que les Italiens ne nous reprochent pas d'avoir laissé insulter leur Roi et leur gouvernement en plein pétoire. Autre pays, autre mœurs. Ces tirades n'ont convaincu personne et s'y opposer ou les réfuter eut provoqué pire. Il n'y avait qu'à les laisser tomber. L'essentiel est que le fascisme fasse le bonheur de l'Italie et contribue à sauver l'Europe. Qu'importe it les déclamations des hurluberlus, ou la douce manie de ceux qui ne jugent les événements et les hommes que par leurs petits côtés?

Non pas que nous songions le moins du monde à nier les fautes et les points faibles du régime italien, mais la véritable question est de savoir si les avantages et les bienfaits du fascisme, en Italie, surpassent ses inconvénients et ses erreurs. A l'Italie fasciste de poursuivre victorieusement la démonstration!...

Vous verrez, s'est écrié le cher maître, que cela finira par un conflit entre le Vatican et le fascisme! Eh, eh, peut-être bien, encore que le génie de Mussolini soit de taille à éviter l'écueil. Mais la démocratie politique, si chère au cœur de ce légiste, et dont la France nous offre le type le plus achevé, n'a-t-elle pas connu pareil conflit?... Les lois laïques déchristianisent toujours la France, n'est-ce pas? Et chez nous? Notre Royauté constitutionnelle, notre régime si libéral, n'a-t-il pas eu, lui aussi, son conflit et sa rupture avec le Saint-Siège?

En attendant le fascisme a résolu la question romaine et Mussolini vient d'abroger une fête nationale pénible pour le Vatican, et de la remplacer par l'anniversaire des traités du Latran...

* * *

Quant au « crime » du roi d'Italie — qui viola, dit-on, la Constitution à laquelle il avait juré fidélité — en conservant à son pays le grand bienfait de la monarchie, il lui a rendu un inestimable service. Constitution, Lois, Légimité, choses vénérables, certes, mais non taboues! Toutes les constitutions ont été violées — leur cimetière est bien vaste déjà! — toutes les lois ont connu de légitimes infractions, la légimité n'est pas un absolu mais un relatif. Un principe est certain : *Salus populi, suprema lex...*

Il est des cas où le respect de la lettre constitutionnelle serait un crime contre la Patrie dont cette Constitution prétendait assurer le bonheur, et donc, qu'on nous passe ce paradoxe, où ce respect serait anticonstitutionnel...

Si le fascisme régénère vraiment l'Italie, si le génie de Mussolini — car enfin, eut-il toutes les tares dont on l'accusa aux assises, comment nier son génie? — après avoir en quelque sorte recréé l'âme de son pays, parvient à engager définitivement celui-ci sur le chemin de la grandeur et de la prospérité, oui ou non, le roi d'Italie a-t-il eu mille fois raison de donner au fascisme tout l'appui de la monarchie?...

Plus de "spectateurs muets", de la liturgie!⁽¹⁾

Quel contraste! Et qui n'en saisirait aussitôt l'imprévu et la grandeur? Au moment même où la Belgique, justement fière de ses cent années de prospérité et de gloire, tend avec confiance ses voiles vers l'avenir; où votre magnifique cité se présente à l'univers, non seulement dans l'opulence de ses merveilles artistiques, mais dans tout l'essor de son activité commerciale et maritime; pendant une Exposition qui atteste l'aspiration commune des hommes et l'effort concurrent des peuples vers le progrès, s'ouvre solennellement, ce soir, un Congrès international de liturgie.

Passent le tournoi de boxe, le championnat de cycle-ball; passent même la réunion des employés communaux et des préparateurs en pharmacie, ou les journées des œuvres sociales..., ces assemblées et ces préoccupations nouvelles ne détonnent point parmi les hardiesses du ciment aggloméré et le décor d'une architecture moderne. Mais, si ami qu'on soit de l'antithèse, n'est-ce pas forcer la note que de vouloir brusquement ramener le monde à des « vieilleries »? Et, au lieu de les présenter sous vitrine, comme des joyaux de musée, comment ose-t-on déclarer, à haute voix, qu'elles demeurent attirantes et nécessaires? Oui, quel contraste dans le chatolement de vos prestigieuses illuminations! Et qu'en doivent penser ceux qui trouvent raisonnable de parcourir, en automobile, deux cents kilomètres à l'heure, ou qui tiennent l'air, en avion, cinq cents heures d'affilée, comme, autrefois, à l'école enfantine, on gagnait le prix de sagesse, pour rester cinq minutes sans bouger?

Répondant à l'aimable invitation des organisateurs de ce Congrès — l'abbaye du Mont-César à Louvain et le Comité interdiocésain d'action liturgique et paroissiale, institué par l'évêque de Belgique, — je voudrais justifier leur hardiesse et vous prouver, à bonne allure, que la liturgie, avec ses cérémonies et ses chants, est le charme de nos devoirs religieux, l'aliment de notre piété personnelle, et un fécond moyen d'apostolat, pourvu que nous n'assistions pas aux offices, selon le mot de Pie XI, en « spectateurs muets ».

Rassurez-vous! Je me garderai du genre sermon en trois points. Est-ce dans le pays des beaux triptyques qu'il conviendrait d'en offrir un déplaisant?

Impossible, néanmoins, de donner à un sujet grave le ton guilleret des spectacles mondains, dont cette salle immense a plus souvent l'usage. Je sais bien qu'au XVI^e siècle, quand notre Clément Marot étonna ses admirateurs en cessant son « élégant badinage » (1) pour traduire les Psaumes, on s'empessa d'adapter à ses vers un rythme de chansons, qui concourut à leur vogue et fit dire que jamais les larmes de la pénitence n'avaient été versées si gaiement. Mais il vaut mieux, au début de ce Congrès, vous imposer un sacrifice méritoire : n'est-ce pas vous faire honorablement confiance que de compter sur la générosité de votre attention?

Eminence, le président du Conseil municipal de Paris s'inclinait récemment sur la tombe de votre illustre prédécesseur, en vous disant que « Paris n'oublie pas ». La Croix de guerre française, décernée à Anvers, aux applaudissements unanimes de notre pays, prouve que c'est toute la France qui se souvient et de l'héroïsme de la Belgique, et des nobles exemples de ses souverains, et de la fermeté du grand cardinal, qui incarna, un instant, la conscience du peuple. Mais nous n'oublions pas, non plus, que Votre Eminence vint à Orléans fêter, avec nous, sainte Jeanne d'Arc, et je La remercie de m'avoir permis de parler, de nouveau, en cette ville que

j'admire, dont l'éloquent bourgmestre m'accueillit avec une exquise courtoisie, et où je compte de fidèles amitiés.

* * *

Pourquoi la liturgie, et que signifie, au juste, ce vocable, qui paraît à quelques-uns si fané et poussiéreux, qu'ils l'orthographient avec un *h* supplémentaire, pour le rapprocher, sans doute du gothique?

Je n'ai pas à vous apprendre ni à prouver devant un auditoire chrétien, que des devoirs publics de religion nous obligent. Etre social, l'homme doit à Dieu l'affirmation extérieure de ses sentiments, et à ses frères le bienfait de son exemple. Non que Dieu en ait besoin, puisque ses perfections infinies lui procurent tout honneur et toute joie; mais c'est le signe de notre dépendance, de notre imploration et de notre action de grâces. En réplique de l'hymne universel de la création à son Auteur, retentit le concert des voix chrétiennes qui exaltent l'Incarnation et la Rédemption du Verbe, louange ininterrompue et libre, que la préface de la messe proclame « juste et salutaire, partout et toujours ».

Mais si nul croyant ne peut se contenter de prières solitaires, ou même familiales, et si nos hommages de foi et de gratitude à Dieu comporte une participation personnelle au culte public, il faut que ce culte soit à l'abri des libres initiatives et des courants d'opinion. L'absence de règles exposerait la catholicité tout entière au péril d'originalité ou d'excès, sinon de mauvais goût et de désordre. Quelle imprudence serait-ce, par exemple, de laisser la sublimité du sacrifice de la messe et la sainteté des sacrements à la fantaisie de dévotions locales, quand les arts, imaginatifs et prime-sautiers, prêtent au culte leur concours! Sous prétexte de somptuosité, d'inédit, ou de reconstitution plus ou moins historique du passé, que ne verrait-on pas dans certaines églises paroissiales ou chapelles de confréries!

Gardienné de la vérité, l'Eglise se trouve donc, en outre, chargée par son divin Fondateur d'inspirer et de réglementer les cérémonies, les chants et la prière, tout ce qu'on appelle la liturgie.

A cette liturgie, elle applique sa vigilance habituelle sur le dogme et la morale : principes et détails passent et repassent sous son constant examen. Malgré la multiplicité de leurs charges et la gravité des sujets apostoliques ou doctrinaux qui les sollicitent, les papes se penchent sur les lois du cérémonial et les livres de chant religieux, afin de les étudier et contrôler avant d'en prescrire ou modifier l'usage.

Ainsi avons-nous vu le pape Pie X publier son fameux *Motu proprio*, relatif au chant grégorien et à la musique sacrée; ainsi, tout récemment, S. S. Pie XI a rappelé, dans une Constitution, que « l'Eglise a reçu du Christ la mission de préserver la sainteté du culte divin, et de régler la parfaite ordonnance de ce ministère auguste et public ».

Quelle garantie pour les générations naissantes, qui recueillent, de la sorte, un patrimoine de rites, consacrés par la ferveur des siècles, et authentiqués par le magistère suprême de l'Eglise!

* * *

Mais c'est un patrimoine que nous devons, à notre tour, faire prospérer. Impossible de le considérer comme le bien propre de la tribu sacerdotale et du personnel d'Eglise qui gravite autour

(1) Discours prononcé au Congrès international de Liturgie tenu à Anvers.

(2) BOILEAU.

d'elle; impossible d'assister aux offices en spectateurs contraints, indifférents, muets, et d'abandonner, comme disait malicieusement Boileau,

A des chœurs gagés le soin de louer Dieu (1).

La question est intéressante, car elle vous engage tous.

On peut l'aborder de biais, en montrant que la splendeur du culte favorise l'exercice de nos devoirs religieux. Les pages entraînantes de Chateaubriand sur les cantiques de l'Eglise et le chant grégorien, sur la poésie des cloches, des cérémonies saintes, et de la messe (2) résonnent dans toutes les mémoires. Est-ce que Huysmans ne décrit pas aussi en des lignes originales et mordantes, son ravissement des beaux offices? Est-ce que Maurice Barrès ne confesse pas qu'il était si ému par la majesté et le sens des Psaumes, qu'il « les récitait avec ivresse » (3)?

Mais voici mieux que des dilettantes; car la beauté de la liturgie s'accroît d'une importance surnaturelle. Conscients de son influence sur les âmes, saint Basile, saint Jean Chrysostome, saint Ambroise s'empressèrent d'appliquer leur génie à perfectionner l'exécution des hymnes et des rites, afin d'adoucir le cœur farouche des barbares, ou de faire tressaillir l'intelligence blasée de sophistes et des rhéteurs. Et, tout le long des âges chrétiens, évêques et clergé s'efforcèrent d'attirer et de retenir la foule à l'église par la majesté et l'harmonie des cérémonies et des chants. C'était la joie de nos pères de s'y attarder, et, aujourd'hui encore, partout où la foi demeure robuste, vous savez que les offices sont suivis et continuent de plaire.

Ah! qu'ils facilitent le devoir dominical, quand le peuple connaît leur signification et leur donne son attention et sa voix! Chanter Dieu, en sa présence, n'est pas seulement un insigne honneur. Pour tant d'hommes, quelle consolation! Car, en dehors de l'église, les occasions de chanter sont-elles aussi nombreuses que celles de pleurer? Que de pauvres cœurs, meurtris par l'épreuve, ont allégué, un instant, leur fardeau, en répétant les hymnes qui entretiennent l'espérance des siècles! Que de jeunes gens ont préservé par eux leur fraîcheur d'âme! Que de vieillards ont gardé au soir de leur vie sa sérénité, pour n'avoir cessé de renouveler, à l'église, par le charme de la liturgie, les suaves émotions de leur enfance!

Au contraire, n'est-ce pas un fait que les offices paraissent longs et fastidieux à qui s'en tient, pendant leur cours, au rôle passif? La messe basse du dimanche, durant laquelle les assistants négligent de songer au sacrifice de la croix et à l'amour infini du Sauveur, qu'est-elle pratiquement, pour eux, sinon une formalité hebdomadaire, dont ils souhaitent la brièveté? Pour eux, qu'est-ce que la messe solennelle, sinon une sorte d'audition musicale, d'ordre spirituel? Or, si les offices se trouvent ainsi, par la faute des fidèles, ravalés à la catégorie des spectacles, ils souffriront vite de la comparaison avec les fêtes profanes, partout multipliées le dimanche, et dont on s'ingénie à renouveler les séductions et accroître l'éclat.

Voilà pourquoi Pie XI, qui déclare que « pour instruire le peuple des vérités divines et pour l'élever aux joies intérieures, les splendeurs de la liturgie sont bien plus efficaces que les documents du magistère ecclésiastique... parce qu'ils s'adressent à l'intelligence et au cœur et font pénétrer jusqu'au plus intime de notre être la doctrine céleste », — Pie XI nous demande de « prendre une part active au culte divin, de participer aux cérémonies saintes, y compris les processions, et de mêler alternativement nos voix à celles du clergé ou des maîtrises ».

Veillez observer que les paroles du Saint-Père ont autant de précision que d'envergure. Il n'insinue pas qu'il serait bon, ou souhaitable; il prononce qu'il est « tout à fait nécessaire » qu'on suive ses directives, et, en songeant à ce qui arrive, d'ordinaire, le Pape déclare : ce n'est pas répondre que de « répondre à peine, et par un murmure léger, aux prières communes ».

De cette timidité, de ce service réduit, à voix basse, la cause en serait-elle le respect humain ou l'indifférence? Pensez-vous, que le *Credo* doit être chanté par un petit groupe, comme s'il n'exprimait que la croyance de quelques-uns? N'y a-t-il que le serviteur de messe qui ait à supplier le Seigneur d'avoir pitié de lui, de le délivrer du mal, de lui donner la paix? Et pourquoi lui réserver le privilège de conclure, par la sécheresse d'un *Ainsi soit-il* solitaire, les belles oraisons où l'Eglise a mis sa foi et son

cœur, à exprimer, au nom de tous ses fils, ses vœux et sa confiance? Ah! contre l'offensive, sournoise ou violente, de néopaganisme et d'amour des jouissances, qui entraîne les âmes à la dissipation, je vous prie, qu'un bel élan de spiritualité vous réunisse pour défendre les sources de lumière et de sainte joie, d'où jaillirent la grâce et la force du passé!

* * *

J'ajoute que vous y trouverez un intérêt personnel, car notre participation aux offices a sa répercussion sur notre vie intérieure et alimente notre piété.

Savez-vous que Pie X attribuait aux rites et au chant sacré pareille vertu de sanctifier les âmes et de glorifier Dieu? En illustrant le texte liturgique, ils les « préparent mieux, disait-il, à recevoir la grâce qui est le fruit propre de la célébration des saints mystères ».

Chacun reconnaît l'action des cérémonies sur la piété. S'y arrêter serait superflu. Mais le chant sacré en exerce-t-il une moins profonde?

Au lieu que la musique profane a pour dessein d'amuser et de plaire, la musique religieuse, fût-ce l'*oratorio*, vise un but plus noble. Après la première exécution du *Messie* de Haëndel, comme un auditeur de marque félicitait et remerciait le compositeur du plaisir durable qu'il venait de procurer au monde, « Je serais bien fâché, répliqua Haëndel, si je réjouissais seulement l'humanité. Je prétends la rendre meilleure ».

A plus forte raison, la louange officielle des hommes à Dieu, l'expression modulée de leur foi, de leur reconnaissance et de leur amour, a-t-elle le souci d'être secourable à la terre, en même temps qu'honorable au ciel. Aussi Bossuet, qui discernait son précieux ascendant sur les âmes, « craignait les délices de la musique dans les cantiques de Sion », et se plaignait qu'« on cherchât à se délecter de celles dont Babylone anime les siens » (1).

Non, certes, que les divins mystères du catholicisme exigent le concours des cérémonies et du chant pour produire tous leurs effets. Une messe basse garde autant qu'une grand messe sa valeur souveraine. Mais, uni à Notre-Seigneur, dont il renouvelle le sacrifice de la croix, le prêtre ne célèbre ni seul, ni pour lui seul. Les oraisons, ou collectes, le rappellent. Si les assistants ne s'associent pas toujours à son offertoire par des répons dialogués, ils doivent, au moins, suivre pieusement tous les rites. Rappelez-vous que le prêtre les y invite à l'*Orate Fratres*, quand il réclame leur prière « afin que son sacrifice, qui est aussi le leur, soit agréable à Dieu ». Et au *Memento* des vivants et des morts, il fait mention d'eux et de leur collaboration au sacrifice.

Je sais bien que pour rester « spectateur muet », on invoque de spécieuses prétextes : le recueillement, la discrétion, l'humilité, quand on ne va pas plutôt jusqu'à brandir supérieurement un manuel de théologie, et à prétendre que, divine par elle-même, la messe n'a besoin d'aucun décor adventice.

Ceci est pire que de déplacer la question. C'est abaisser les hautes intentions de l'Eglise; c'est éluder sa volonté.

Pourquoi, si sage, si prudente en ses prescriptions, nous impose-t-elle de collaborer aux cérémonies et aux chants, sinon parce qu'à la lumière divine, elle le juge utile à nos âmes? Evidemment, un modeste oratoire en soi, glorifie Dieu; mais, je vous le demande, le fait-il autant que votre radieuse cathédrale? Rassemble-t-il autant de visiteurs, et suscite-t-il pareil enthousiasme religieux? De même, une grand messe, chantée par la foule, au milieu de rites solennels, laisse un souvenir plus profond, plus remuant, dans l'âme humaine. Combien, en effet, attirés dans nos temples par l'éclat des cérémonies, en ont, peu à peu, saisi la noblesse, pénétré le symbolisme et subi l'influence! Rappelez-vous cet aveu de saint Augustin, dans ses *Confessions* : « O Dieu, que j'ai pleuré en écoutant tes hymnes et tes cantiques! Que j'ai été ébranlé par les voix de ton Eglise, si suavement mélodieuses! Elles coulaient en moi, à travers mes oreilles; et, avec elles, la vérité glissait dans mon âme. » Aussi, plus tard, évêque, docteur illustre de l'Eglise, il enseigna que « chanter, c'est deux fois prier ».

* * *

Voilà donc un moyen facile d'apostolat, qui n'exige pas l'héroïsme d'un exode vers les îles lointaines. Quand sainte Thérèse de Lisieux,

(1) Lettre au P. Caffaro.

(1) *Le Lutrin*.
(2) *Génie du christianisme*, IV^e partie.
(3) *Revue des Deux Mondes*.

voulut aider les missionnaires, elle ne sollicita pas de se décloîtrer pour les rejoindre, mais elle remplit avec zèle les tâches qu'on lui indiquait. Inspirez-vous de son esprit apostolique d'obéissance, en prenant part, jeunes gens, aux cérémonies, et vous tous, au chant liturgique.

Vous vous y appliquerez même; car la beauté n'affaiblit pas le germe vital d'une bonne action. Vous chanterez avec art, d'abord pour la gloire de Dieu et la joie de votre âme, et, par surcroît, pour les indifférents et les incrédules, que la seule curiosité amène à l'église, ou pour les âmes inquiètes qui entendent peut-être, durant tel office, le cri surnaturel auquel leur cœur s'accordera. Vraiment, quel motif de sortir de son silence et de faire attention, que la possibilité d'être un artisan de salut!

Ces conseils s'adressent, naturellement, aux choristes, puis à la foule.

Aux choristes, puisque l'Eglise accepte divers modes de musique sacrée. Comme une mosaïque de fleurs plaît aux yeux par la multiplicité de l'opposition des nuances, et que la variété des âmes contente le regard de Dieu, les différentes formes de chant religieux, approuvées par le Saint-Siège, remplissent leur rôle de louange agréable. Aussi, loin de blâmer la polyphonie, Pie X invite « les cathédrales, les séminaires et les Instituts ecclésiastiques, où les moyens d'exécution ne sauraient faire défaut, à la pratiquer largement ».

Même la musique moderne n'est pas exclue. L'Eglise, disait le Pape, « a toujours favorisé le progrès des arts, en admettant au service du culte les belles trouvailles du génie dans le cours des siècles, pourvu que les règles liturgiques fussent respectées. Par conséquent, une musique récente, dont les compositions offrent de la valeur et de la gravité, n'est nullement indigne des fonctions liturgiques ».

Votre Congrès reste donc bien dans la ligne de l'Eglise, avec la parure de ses cinq grands concerts de musique religieuse. Les âmes ne peuvent que vibrer aux œuvres puissantes des maîtres, alors surtout qu'on les exécute avec une telle perfection. Mais j'invite les choristes à se souvenir du mot de Joubert : « Quand je polis ma phrase, ce n'est pas ma phrase que je polis, c'est ma pensée que j'achève ». Ainsi, en s'efforçant de donner à leur chant plus de ferveur ou de suavité, ils rendront leur louange à Dieu plus digne et plus agréable.

Ces conseils, ai-je dit, s'adressent également à la foule. L'Eglise garde, en effet, ses préférences pour le chant grégorien, bien exécuté. Pie X l'appelle « son chant propre, jalousement gardé, le long des siècles, dans ses manuscrits liturgiques, ... que, dans certaines parties de ses offices, elle prescrit exclusivement, et que de récentes études ont heureusement restauré ». « Une composition musicale, ajoute le Pape, est d'autant plus sacrée et liturgique, qu'elle se rapproche plus, par l'allure, l'inspiration et le goût, de la mélodie grégorienne. »

Ce plain-chant est votre part. Tous les fidèles ne s'accoutument pas indistinctement de la polyphonie, en raison de leur voix, de leur ignorance des règles, et de la difficulté des morceaux; mais tous peuvent moduler des thèmes grégoriens usuels, très simples et limpides, auxquels l'unisson et le nombre donnent tant d'ampleur. Me permettez-vous d'invoquer cet exemple, dont le R. P. Dom Cabrol, ici présent, fut témoin? Au Mans, en octobre dernier, plus de six mille personnes, réunies à la cathédrale, ont exécuté, sous la direction de Dom Gajard, maître de chœur de Solesmes, le plain-chant grégorien de tous les offices, et l'effet en fut considérable.

Est-ce dire que ce chant grégorien dispensera d'application ses exécutants? Non. Il faut le comprendre, connaître ses lois, et s'y former par des exercices. De même que la liturgie n'a sa majesté et son pouvoir d'édification que dans la mesure où les cérémonies s'en accomplissent dignement, le chant grégorien n'a son cachet et son action que si l'on s'attache à le bien rendre. De vagues reminiscences et des improvisations en altéreraient vite le rythme et la grandeur.

N'alléguez pas divers obstacles. Le regard clairvoyant de Pie XI s'en est rendu compte; mais il prédit que nous les surmonterons, si nous nous laissons guider par le zèle et l'esprit liturgique.

Ainsi sera-ce, surtout après ce Congrès international qui va vous instruire, vous convertir au besoin, et vous enflammer. Admirez toujours les grilles artistiques qui séparent vos nefs du chœur; mais, de grâce, n'y voyez pas le symbole d'une défense impérieuse de s'intéresser aux rites du sanctuaire et de faire écho à ses chants.

Que La Bruyère ne vit-il encore, pour nous tracer la plaisante silhouette de certaines personnes pieuses, qui s'isolent en des méditations privées, pendant que se déroulent les saints mystères! Elles méritent d'entrer dans sa galerie de *Caractères*, pour devenir aussi célèbres que l'auditeur qui admirait le sermon à proportion qu'il le comprenait moins. Que sert au prêtre de leur adresser le touchant salut liturgique: *Le Seigneur est avec nous!* ou à l'évêque de leur transmettre solennellement la Paix du Christ, puisqu'elles n'y prêtent point attention? Elles ont à réciter leur chapelet, ou à poursuivre une neuvaine! Pourquoi leur parlez-vous de la messe, quand elles sont tout entières à leur saint préféré? L'obligation de s'agenouiller, au *Sanctus*, et de s'incliner, à l'élevation, n'est elle pas déjà une occasion de distractions, fort gênante?

Ah! chrétiens et chrétiennes de petites vues! L'Eglise a beau juger important le symbolisme de la couleur de ses ornements, et suggérer la pénitence et les pensées austères par la suppression des fleurs et des orgues; elle a beau rappeler les grandes vérités dogmatiques et morales de l'Evangile, dans les récitatifs et les chants de la messe, et varier maternellement ses leçons durant le cycle liturgique, ils persistent en la routine de leurs dévotions individuelles. Volontiers, même, ils blâmeraient leurs voisins de troubler la contenance de leur recueillement, en prenant part au chant!

Mais que font-ils de la parole du Pape, qui nous dit que la liturgie est « la source première du véritable esprit chrétien »? Et comment peuvent-ils, en conscience, se soustraire à « ses déclarations, à ses ordres », quand il précise : « Nous voulons qu'ils soient toujours fermes, et qu'ils obtiennent leurs pleins effets »?

* * *

En terminant, je ne vous tairai pas que l'évêque du Mans a la fierté de posséder sur son territoire l'abbaye de Solesmes. Solesmes! village obscur, mais quel nom prestigieux! Qui ne connaît le rôle prépondérant de cette abbaye dans l'épanouissement, en France, de la liturgie romaine, sous l'impulsion de Dom Guéranger, et dans la réforme du chant d'Eglise, grâce aux recherches et à la croisade des illustres Dom Pothier et Dom Mocquereau? Qui ne connaît son souci des belles et exactes cérémonies, son rayonnement par toutes la chrétienté? Chaque fois que j'ai eu l'honneur de son audience, Pie XI m'en a parlé avec prédilection. N'est-ce pas à Solesmes qu'est venu compléter sa formation monastique Dom Maur Wolter, le célèbre fondateur de Beuron, de Maredsous et de la Congrégation bénédictine belge?

Plusieurs de ceux qui m'écoutent y sont allés aussi. Ils savent que ce n'est pas un afflux de touristes, que la curiosité ou la vogue peuvent aiguiller, un jour, vers les *Saints* fameux de la chapelle, et la hauteaine levée de pierres du monastère sur les bords tranquilles de la Sarthe, mais une succession constante de prêtres, de religieux, de laïcs, qui séjournent pour étudier, discuter, et sortir adeptes. L'an passé, j'y rencontrais quinze séminaristes de Washington, venus pour plusieurs semaines.

Au delà de Solesmes, en ce moment, d'autres regards se concentrent aussi sur le Congrès liturgique d'Anvers: clergé et fidèles de France vont en suivre, de loin, les travaux, avec la plus fraternelle sympathie. Epris, toujours, de la magnificence des rites, ils souhaitent que la Belgique, qui a eu le bonheur de ne pas voir s'éloigner ses grands ordres monastiques, adonnés à la prière solennelle: Bénédictins, Trappistes, Dominicains, Prémontrés, et qui s'y sent entraînée à l'envi par son clergé paroissial et les divers ordres et congrégations religieuses, renforce, par son exemple, le mouvement actuel de renaissance liturgique.

Elle a convoqué les peuples à se rendre compte de sa prospérité, mais aussi à bénéficier fraternellement de ses ressources spirituelles. Si la fière envolée de ses hauts beffrois rappelle son courage et sa fidélité à ses traditions historiques, la splendeur de ses cathédrales et de ses églises, les chefs-d'œuvre de ses musées, la grâce, mélancolique ou badine, de ses carillons, la couleur et la majesté de ses cortèges renommés, proclament qu'elle demeure une nation artiste, où le sens du beau et du grand sont un héritage, jamais périmé. Comment, dès lors, avec son admirable foi, la Belgique ne répondrait-elle pas pleinement au désir de l'Eglise, et ne mourrait-elle pas à l'univers ce que peut l'union des âmes quand une magnifique pensée les guide?

Ce mot d'union me fait souvenir que je parle devant les repré-

sentants de beaucoup de nations, et m'invite à former le vœu que les voix de tous, accordées, en ces jours, pour louer le Seigneur, avancer son règne et obéir à son Eglise, soient le symbole d'un accord durable des esprits et des cœurs. Puisse la paix régner entre les enfants de Dieu, non seulement pendant qu'ils chantent sa gloire, lui rendent grâce et l'implorant, mais durant tout le cours de leur vie patriotique et sociale!

† G. F. GREUTE,
Evêque du Mans.

L'Histoire de l'Art dans l'enseignement secondaire⁽¹⁾

Lorsqu'il y a deux mois, on me fit l'honneur de m'inviter à participer aux travaux de cette section, je m'étais proposé d'aborder la question de l'*Histoire de l'Art dans l'enseignement secondaire*. Je comptais parler de l'histoire de l'art dans ses rapports avec l'histoire générale et insister sur le rôle de cet enseignement en tant que facteur de l'éducation esthétique. Il y a plus de vingt ans en effet que ce cours a trouvé sa place parmi ceux dont je suis chargé à l'*Ecole de métiers d'art de Maredsous*, et je ne crois pas me faire illusion en estimant trop haut l'influence heureuse qu'il exerce sur la jeunesse.

Or, voici qu'entre-temps, au premier Congrès de l'enseignement secondaire libre tenu à Bruxelles en juillet dernier, il est advenu ceci : qu'un critique d'art, et non des moindres, M. Louis Gillet, conservateur à Chaalis du Musée Jacquemart André, traitant la question de l'enseignement des beaux-arts dans les lycées, s'en est déclaré nettement l'adversaire. Jugez de ma surprise et de mon embarras!

Contredire un tel maître, quelle outrecuidance! Et pourtant ma conviction intime parle plus haut que la plus haute autorité! Serait-il vrai que mon expérience se trouvât en défaut? Et d'abord, l'arrêt prononcé serait-il aussi catégorique qu'on l'a dit? Je pris connaissance de sa communication, récemment reproduite dans une de nos revues les plus répandues, et j'eus la satisfaction de constater que, Dieu merci, la thèse de M. Gillet était loin d'être aussi radicale. N'avouait-il pas lui-même qu'il s'était fait, en somme, « l'avocat du diable »?

* * *

Relevons premièrement que « l'enseignement de l'art » contre lequel il s'insurge, c'est l'enseignement de l'art *tel qu'il est actuellement préconisé en France*. Humaniste fervent, il est hostile à l'idée des humanités modernes, dans le cadre desquelles on voudrait introduire l'enseignement nouveau, avec la prétention de l'opposer aux anciennes disciplines.

D'autre part, il tient avec raison pour utopie de faire comprendre à de tous jeunes gens, à de simples potaches, les œuvres des grands maîtres. Or, d'après l'instruction ministérielle française du 2 septembre 1925, il ne s'agirait de rien de moins que d'initier les élèves d'humanités aux beautés les plus subtiles et les plus délicates des chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture des temps modernes.

« Ne croyons pas, dit M. Gillet, que l'on pénètre si aisément

(1) Rapport présenté au Congrès International d'Histoire de l'Art, Bruxelles, Septembre 1930.

un Michel-Ange ou un Titien. Il y a chez ces maîtres des secrets qui ne sont pas à la portée des enfants de quinze ans. Ces grands hommes se meuvent dans des régions de l'âme, dans des états lyriques, qu'on entrevoit seulement, après que soi-même on a vécu. Il nous faut souvent des années pour comprendre un seul tableau. Peut-on communiquer cela dans une séance de projection? »

Qui donc ne se rallierait à ces protestations? Comment un enfant de quinze ans pénétrerait-il ces secrets et partagerait-il les émotions que ces chefs-d'œuvre suscitent?

Enfin, retenons que, de l'avis de M. Gillet lui-même, une certaine place devrait être laissée aux cours d'art à l'école primaire.

* * *

Mais selon nous, *il y a moyen de mettre l'art à la portée de tous les âges*. Prenons l'enfant à l'école moyenne ou au collège. Serait-il trop tôt pour commencer à lui donner quelque idée des grands styles, tant de l'antiquité que du moyen-âge et de la Renaissance, avec leurs origines, les phases de leur épanouissement et leurs décadences? Ne pourra-t-on aller jusqu'à caractériser les grandes écoles de peinture et de sculpture, les maîtres les plus illustres et les œuvres les plus notoires en signalant leurs principales qualités, et leurs défauts? Enfin, hésita-t-on à parler des industries d'art, du mobilier, orfèvrerie, céramique, tapisserie et en particulier des industries d'art de notre pays?

C'est ce que comprend le programme des études fixé, en 1924, par notre Ministère des Sciences et des Arts, en prescrivant d'y consacrer une trentaine d'heures par an, pendant les six années d'études secondaires.

Voici notre jeune homme à la fin de ses humanités. On lui a fait traduire Homère et Cicéron, des tragiques grecs et des poètes latins. Dites-moi, que serait sa formation si l'on avait omis de faire défiler sous ses yeux les œuvres classiques d'architecture et de sculpture? Ou si, après l'avoir promené à travers les jardins des racines grecques et latines, on avait négligé, à propos du Grand Siècle, de le conduire à Versailles, par les allées du Parc et les galeries du Château? Ou si, à propos d'Albert et d'Isabelle, on n'avait évoqué à son imagination les trésors de la Renaissance flamande?

Vraiment, ces choses ne s'enseignent et ne s'apprennent que par les yeux, bien mieux que par des phrases de manuel, creuses et récitées par cœur.

* * *

J'ose aller plus loin, plus avant, et soutenir que si la Beauté d'une œuvre d'art, tableau ou statue, ne saurait faire l'objet de leçons didactiques approfondies au collège et à l'athénée, ce n'est pas que les élèves de ces classes soient totalement ou généralement inaptes à en saisir tous les traits. Ce n'est point, parce qu'on est incapable d'en analyser les raisons, qu'on y soit insensible. Ce n'est pas parce qu'un voile la recouvre, que le maître ne puisse en soulever un coin, ni parce que les yeux de l'enfant sont encore fermés, qu'on ne puisse y projeter quelque lumière. Autrement, ne faudrait-il pas de même biffer du programme des études les grands chefs-d'œuvre de la littérature, La Fontaine tout comme Bossuet, pour le même motif que des œuvres aussi parfaites ne peuvent être pleinement appréciées que dans un âge mûr?

* * *

Au surplus, loin de se montrer irréductible, M. Gillet concède que, s'il est ennemi de l'enseignement des beaux-arts en tant qu'enseignement, il admet toutes les exceptions qu'on voudra *dans la pratique et l'usage*.

« Les méthodes d'archéologie, ajoutait-il, doivent pénétrer dans les lycées, une foule de lumières pourront être empruntées aux œuvres d'art, à la condition qu'en tout cela il n'y ait rien d'un programme officiel. Ce sera le rôle du professeur de lettres ou d'histoire de ne pas cacher à ses élèves qu'il a visité les musées, qu'il a voyagé, qu'il a lu les grands ouvrages sur l'art, etc... »

Nous n'en demandons pas beaucoup plus. Nous ne souhaitons nullement que l'art figure au diplôme d'humanités complètes, ce qui aurait pour effet de transformer la leçon de goût en leçon de mémoire et d'aggraver encore la crise du surmenage.

Nous aussi, nous serions partisans de l'enseignement occasionnel; mais, comme tous les professeurs d'humanités n'ont pas visité la Grèce ou l'Italie, ni les grands musées d'Europe, qu'ils n'ont pas tous lu Viollet-le-Duc, Courajod ou Mâle, et que dans chaque classe ne se trouve pas une lanterne de projection, force est de s'en rapporter, pour ce qui est de l'histoire de l'art, à tel membre du corps professoral, spécialisé en la matière et disposant du matériel nécessaire à ses démonstrations.

* * *

Personne chez nous n'a jamais songé à substituer l'histoire de l'art à la version latine (un Bénédictin pourrait-il en être suspecté!). Mais il y a loin de là à prétendre que l'art serait sans valeur pour la formation de nos jeunes élèves.

Que d'occasions au contraire, fournissent des projections bien choisies, pour développer les facultés d'observation, inculquer à la jeunesse des notions de convenance, de logique, d'harmonie, de cultiver son goût, d'épurer son sentiment, de lui inspirer le respect et la fierté des traditions de son pays, bref, de l'élever au-dessus des plaisirs matériels, des préoccupations banales et utilitaires?

* * *

Et quand cette leçon ne devrait être pour elle qu'une détente et une joie, où serait le mal?

Je pense — ah! sans aucun regret — à ma vie de collègue, à la salle d'études morne, aux classes nues, où s'écoulaient les plus belles années de notre existence!

* * *

Veut-on que les jeunes gens soient livrés à eux-mêmes, dans leurs recherches et leurs découvertes des œuvres d'art? Suffirait-il que leur soient ouvertes les portes des musées où ils n'entrent pas? La pénurie des visites, dont le nombre ne dépasse pas annuellement chez nous un demi pour cent, tandis qu'il atteint aux Etats-Unis 80 pour cent de la population, ne dénonce-t-elle pas notre apathie et notre incuriosité? Demandez à Jean Capart d'où vient cette différence, sinon de l'importance qu'on porte là-bas à l'éducation esthétique dans les écoles? A quoi bon créer des services éducatifs dans les musées si l'on néglige le grand institut d'éducation que constituent nos écoles à tous les degrés?

* * *

Persévérons donc dans la voie heureuse où, depuis quelques années, nous nous sommes engagés.

N'oublions pas que le régime dont s'inquiète M. Gillet procède du programme français de 1925.

J'avais craint qu'un avertissement tombant de si haut ne jetât le désarroi dans les rangs des hommes dévoués qui se consacrent chez nous à répandre la connaissance de l'histoire de l'art dans les écoles.

C'est pour les rassurer que j'ai eu la témérité de prendre la parole, ici, et de relever le gant.

DOM SÉBASTIEN BRAUN, O. S. B.,
de Maredsous.

« De l'Alsace à la Flandre »

Il n'est pas trop tard pour parler du livre de M. René Gillouin « De l'Alsace à la Flandre » (1).

C'est un ouvrage impressionnant par l'objectivité de son auteur qui est réellement parvenu à comprendre sans devenir partisan et à décrire sans altérer.

Le livre se compose de deux séries d'études qui furent publiées, en 1920, c'est sur la question d'Alsace dans le journal *La Liberté*, elle sur la question de Flandre dans la revue *L'Europe Nouvelle*.

L'auteur signale à bon droit, dans l'introduction, que dans la mesure où ses études anticipaient sur l'avenir, elles ont été régulièrement vérifiées par l'événement. Cela leur vaut évidemment un surcroît de crédit.

* * *

Les deux questions traitées sont essentiellement différentes. Cependant, pour un Flamand qui lit l'ouvrage, l'impression se dégage que la connaissance de la question flamande aide singulièrement à comprendre la question d'Alsace. Il doit en être de même réciproquement pour un Alsacien. Espérons qu'il en sera de même pour tous les Belges et pour tous les Français qui liront les observations profondément psychologiques de ce Français si clairvoyant.

A. La question d'Alsace

L'auteur l'a traitée sous forme de onze lettres ouvertes adressées à un député au cours des interpellations parlementaires sur l'Alsace en 1920.

Il avance comme explication fondamentale que la France a mal compris l'Alsace parce qu'elle ne pouvait pas bien la comprendre. « Dans le malaise alsacien, l'Allemagne a sa part, minime; l'Alsace a sa part aussi, un peu plus considérable, minime encore. Les grandes responsabilités incombent à la France; et pour le dire d'un mot, la crise de l'Alsace, c'est la crise de l'Etat français » (p. 27).

Esquissons à grands traits comment l'auteur démontre cette thèse.

« Il suffit, dit-il, d'avoir quelque teinture de science politique, ou simplement, d'avoir quelque peu voyagé hors de nos frontières pour se rendre compte que l'Etat français ne possède, ni de la stabilité, ni la continuité, ni l'indépendance vis-à-vis des passions partisans ou des intérêts particuliers qui définissent un véritable gouvernement.

C'est l'amère vérité qu'Anatole France exprimait, il y a déjà un quart de siècle, dans l'aphorisme si souvent cité : « Vous savez bien que nous n'avons pas d'Etat; nous n'avons que des administrations. » (P. 28.)

Les Alsaciens n'avaient aucune raison pour s'attendre à un régime pareil; encore moins pour l'approuver.

« Associés, malgré eux, mais associés tout de même, pendant près d'un demi-siècle, à la vie d'un véritable Etat, ils attendaient de nous que nous fissions, mieux que les Allemands, ce que les Allemands avaient fait en Alsace.

Ils voulaient une autorité et des libertés. Nous leur avons apporté la liberté, une liberté abstraite et en principe limitée, constamment limitée ou supprimée, en fait, par l'incohérence et l'arbitraire. » (P. 30.)

Il en résulte que le malaise alsacien n'est pas en premier lieu d'ordre spirituel. « Il est d'ordre temporel. Il a à sa base une immense déception temporelle, comme le ralliement rapide et sans réserve de l'Alsace à la France de Louis XIV avait à sa base un immense contentement temporel. » (P. 32.)

Sur cette cause première d'ordre temporel, sont venues se greffer deux autres causes fort importantes, l'une d'ordre spirituel, l'autre d'ordre temporel.

Le problème religieux doit être envisagé de la façon suivante :

« D'abord, au point de vue religieux, entre la France et l'Alsace de 1918, il n'y avait pas cinquante ans de distance, il y en avait cent.

« Depuis leur séparation, la France et l'Alsace avaient marché toutes deux, mais en sens inverse, l'une de l'autre. Et pour le dire en passant, il y aurait quelque chose de comique, si ce n'était si attristant, à voir le Français moyen d'aujourd'hui prétendre à

(1) Editions Prométhée, Paris 1930.

l'universalisation, dont la France d'autrefois s'est en effet approchée de plus près qu'aucune autre nation, alors que la France moderne manifeste au contraire une originalité redoutable, et, au point de vue religieux notamment, va exactement à contrefil du reste de l'univers.

» Quoi qu'il en soit, tandis que la France, au cours des cinquante dernières années, éliminait complètement la religion de sa vie publique, et en limitait de plus en plus l'importance dans sa vie privée, l'Alsace lui ouvrait, au contraire, toutes grandes, les portes de l'une et de l'autre, de sorte que non seulement le laïcisme, qui est la philosophie officielle de notre régime républicain, lui fait horreur, mais un certain individualisme religieux qui a prévalu au sein de notre catholicisme lui-même, lui est étranger et suspect.

« Les libertés et tolérances dont se contente le catholicisme français apparaissent au catholicisme alsacien d'une insuffisance dérisoire; et c'était une première raison pour lui conserver expressément son statut particulier, qu'on ne voulait pas étendre au catholicisme français dans son ensemble, et dont on ne pouvait le priver lui-même sans le mettre en révolution.

» En second lieu, le clergé alsacien, formé à l'école du Centre allemand, y a pris le sens et la pratique de l'agitation politique, de l'activité économique, des œuvres sociales.

» Généralement issu des couches, les plus modestes de la population, il est resté en contact étroit avec elle.

» Seule élite demeurée en Alsace au lendemain de 1870, alors que toutes les autres élites émigraient, il a tout naturellement pris la place et assumé l'influence que tant de départs laissaient vacantes.

» Le résultat de tout cela, c'est que, si l'on définit le cléricisme comme la domination du pouvoir spirituel sur le domaine temporel, l'Alsace est en cléricisme, comme le reste de la France est en maçonnerie. » (Pp. 35 et suiv.)

« Ce qu'il fallait faire était donc très clair. C'est à peu près le contraire qu'on fit.

« Après avoir promis à l'Alsace le respect de ses traditions et le maintien de ses libertés, on l'a menacée de l'introduction des lois laïques et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. On s'est ainsi donné l'apparence de la fourberie, et on a porté un coup fatal à la confiance que le clergé alsacien avait partagée avec tous ses fidèles vis-à-vis de notre pays.

» On a menacé sans exécuter, c'est-à-dire, qu'on a ajouté le ridicule de la faiblesse à l'odieux de la tyrannie. » (P. 37.)

Quant à l'aspect culturel du malaise alsacien, c'est une question plus délicate encore que la précédente.

« Il y a deux choses dans une culture, mon cher député, une langue d'une part, et avec les sentiments et les idées auxquelles elle sert de véhicule, et d'autre part les formes originales d'art et de pensée dont cette langue est la matière ou l'instrument.

» Au point de vue de la langue, 80 pour cent des Alsaciens parlent un dialecte germanique dont il n'y a pas à nier, puisque c'est la vérité, que le haut allemand ne soit la forme littéraire.

» Ainsi l'allemand, ou quelque chose qui en approche, est bel et bien leur langue maternelle, quoi qu'en dise M. Hauser qui, dans le *Journal* du 26 janvier, prétend que c'est une langue qui leur fut « imposée par le vainqueur ». (P. 45.)

Or « la langue est un phénomène naturel, qui tient aux racines mêmes de l'être et si, contrairement à un préjugé courant, les aristocraties sont volontiers internationales, plus on s'enfonce au contraire dans les profondeurs de l'âme populaire, et plus on y trouve d'attachement instinctif et passionné à ces façons originales, intraduisibles, c'est-à-dire strictement incommunicables, de voir le monde et de sentir la vie, qui font corps avec la langue et qui en constituent le génie.

» C'est pourquoi toute tentative pour arracher à des populations leur langue maternelle est ressentie par elles comme un attentat à ce qu'elles ont de plus intime et de plus sacré, et d'ailleurs une tentative de ce genre, ou bien, pour être efficace, devrait recourir à des moyens de coercition que n'admet pas la conscience des pays civilisés, ou bien, si elle entremêle la faiblesse à la rigueur, est vouée à l'échec et risque même d'avoir des résultats contraires à ceux qu'elle poursuit.

» L'idéal serait donc que les Alsaciens pussent acquérir la possession parfaite des deux langues.

» Idéal difficile à atteindre, assurément, d'autant que, par une singulière fatalité, et contrairement à ce qui se passe dans beaucoup

de régions frontalières, les Alsaciens sont assez mal doués au point de vue linguistique.

» Mais avec beaucoup d'ingéniosité, de souplesse et de patience, il n'eût pas été impossible d'en approcher; disons tout net, mon cher député, qu'on en est demeuré très loin, trop loin, beaucoup trop loin.

» Les programmes scolaires français, déjà lourds, chacun en convient, pour nos petits écoliers de l'intérieur, transportés en Alsace où ils sont grevés de la difficulté supplémentaire de la langue, deviennent écrasants pour les petits Alsaciens.

» De là, la plainte que l'on entend un peu partout en Alsace : « Nos enfants, lorsqu'ils sortent de l'école primaire, ne savent ni le français, ni l'allemand, ni rien du tout. »

» Un industriel strasbourgeois m'a même dit : « On nous prépare une génération de crétins. »

» Faites la part aussi grande que vous voudrez de l'exagération dans des propos de ce genre; leur fréquence, leur violence même sont le signe d'un mal profond auquel il est urgent de porter remède. » (Pp. 49 et suiv.)

Quant à la culture proprement dite, celle des intellectuels, elle est dans une douloureuse impasse.

« Depuis le haut moyen âge jusqu'à la guerre de 1914, Strasbourg a toujours été une petite capitale, le centre d'une puissante vie locale, qui n'était ni allemande, ni française, mais proprement alsacienne. Là, comme partout, cette prodigieuse puissance de stérilisation qu'est la centralisation jacobine a exercé son action néfaste.

» Ecoutez ce cri de détresse que m'adresse un intellectuel strasbourgeois, Alsacien de vieille souche, ancien membre du Comité Bucher, ayant, du temps allemand, travaillé et souffert pour la France : « Nous étions une province, presque un Etat. Nous sommes en train de devenir une partie indistincte de cette chose terne et grisâtre qu'est la province. Tant de choses, hier encore vivantes, sont déjà mortes... Ces dix années, avec leurs expériences de chaque jour, représentait pour moi un véritable calvaire.

» Nous sentons que partout *l'âme se retire*. Trouvez-vous que devant Dieu, et devant les hommes la France ait le droit de stériliser l'Alsace ? » (Pp. 49 et suiv.)

Les conclusions auxquelles aboutit l'auteur se répartissent sous trois chefs : ce qu'il fallait éviter, ce qu'il fallait faire, ce qu'on peut faire aujourd'hui.

« Ce qu'il fallait éviter, mais éviter à tout prix, c'était d'associer l'Alsace à la double crise de l'Etat français et de l'administration française.

» Il le fallait pour l'Alsace, qu'il était absurde ou coupable de priver pour rien, pour le plaisir, de l'avance considérable que, sous ce double point de vue, elle avait sur nous.

» Il le fallait pour la France qui avait à sa disposition en Alsace, une admirable école de gouvernement et d'administration où elle n'eût qu'à puiser à pleines mains les leçons et les exemples.

» C'est ce qu'avait parfaitement compris M. Alexandre Millerand, lorsqu'il était haut commissaire à Strasbourg.

» Il ne se proposait nullement, ainsi que des imbéciles ou des fanatiques lui ont prêté le dessein, de perpétuer, et encore moins d'aggraver, entre la France et l'Alsace, des différences et des suppositions dont tout patriote et tout homme de bon sens ne peut que souhaiter l'effacement progressif.

» Tout simplement, il se comportait vis-à-vis de l'Alsace... comme si la double réforme de l'Etat français et de l'administration française était un fait accompli.

» Anticipation hardie, mais d'autant plus légitime que, je l'ai déjà dit, mais je ne saurais trop le dire, la réalisation, et la réalisation rapide de cette double réforme est pour notre pays une question de vie ou de mort, et qu'il faut être dépourvu de toute foi dans l'avenir français pour ne pas comprendre que l'attitude de M. Millerand, en Alsace, était la seule digne de la France. » (Pp. 59 et suiv.)

Le résumé et la conclusion de ce qui précède « est que l'Alsace est un pays qu'il fallait gouverner de haut et administrer de près.

» La cause de tout le mal, dans l'ordre temporel, c'est qu'on a prétendu administrer de loin, et qu'on ne l'a pas gouvernée du tout, car ce n'est pas gouverner un pays que de lui appliquer en dix ans cinq politiques différentes : l'assimilation brusquée par M. Maringer, la décentralisation effective avec M. Millerand, la reprise

insidieuse et sournoise de l'assimilation par M. Alapetite et d'ailleurs malgré lui, le retour à l'assimilation brutale avec le cartel, les concessions alternées de rigueurs avec M. Poincaré. » (P. 66.)

« Ce fut un régime de tracasseries. Une dame de soixante-quinze ans, Alsacienne de bonne souche, Française de cœur, fit dire un jour à l'auteur :

« Dites-lui que si nous avions reçu les Allemands en 1870, comme nous avons reçu les Français en 1918, à bras ouverts, ils ne nous auraient pas tracassés comme ça. »

« Laissons donc, dit l'auteur, dans toute la mesure du possible, l'Alsace se conduire toute seule. Tout ce qui lui arrivera de bon, elle s'en attribuera le mérite, et ce sera autant de gagné pour son bonheur, et nous serons ravis de la voir contente d'elle et de la destinée. »

« Quant à ses mécomptes, s'il lui en advient, elle ne pourra s'en prendre qu'à elle-même; et bien souvent, j'en suis persuadé, devant l'impossibilité où elle se trouvera de concilier par ses propres moyens des exigences contradictoires, elle viendra tout naturellement nous demander notre arbitrage; et nous toucherons alors la récompense de notre discrétion et de nos égards. »

« Car, dans les démocraties, la seule force éducative que les peuples aient à leur disposition, c'est la dure expérience de leurs erreurs; et heureux ceux qui ont à qui s'adresser pour les aider à en dégager la leçon, et à l'appliquer! » (P. 70.)

« Au point de vue religieux, il faut rendre confiance aux catholiques d'Alsace. »

« Je ne sais qu'un moyen pour cela : leur garantir, et non plus seulement leur promettre, le maintien de leur statut religieux, tant que la majorité de la population alsacienne n'en aura pas demandé la modification. »

« Si cette garantie leur était donnée, soit sous forme d'article additionnel à la Constitution, soit sous forme de loi organique et, elle aussi, « intangible », de quel élan vous les verriez revenir vers la France! Car dans leur cœur les puissances de sentiment ne sont pas mortes! Elles sont engourdies seulement, mais toutes prêtes à s'éveiller au premier rayon de soleil! » (P. 79.)

Quant à la question des langues, l'auteur s'étend longuement sur ce qu'il faut faire.

« Tous les Alsaciens de bonne foi souhaitent que leurs enfants apprennent le français; tous les Français de bonne foi ne voient que des avantages à ce que les petits Alsaciens continuent à savoir l'allemand. »

« L'unique problème qui se pose ne concerne donc pas le but à atteindre, mais la façon d'y parvenir. C'est un problème difficile assurément, mais un problème de pure technique pédagogique, ne comportant en lui-même aucun élément passionnel. »

« Il eût donc été relativement aisé de le résoudre pratiquement, pourvu qu'on y apportât la souplesse et la diversité requises par l'enchevêtrement démographique des deux langues, et moyennant aussi, peut-être, certaines modalités propres à l'Alsace, telles que la prolongation du temps de scolarité, pour que l'instruction générale des enfants n'ait pas à souffrir du surcroît de travail et de peine occasionné par l'étude d'une deuxième langue. »

« Mais la souplesse, la diversité, le particularisme sont ce qu'il y a au monde de plus étranger et de plus contraire à l'esprit d'uniformité de la centralisation jacobine. »

« Tout ce qui a été tenté dans ce sens, sous la pression des circonstances, l'a été timidement, sans liberté et sans hardiesse. Voilà la faute technique. »

« Et si le problème a si vite pris un tour aigu et violent, c'est que les Alsaciens ont eu le sentiment que leur langue et leur culture étaient dédaignées par les Français de l'intérieur. Voilà l'erreur psychologique. » (Pp. 82 et suiv.)

« Qui donc, me demanderez-vous, a pu manifester un si sot dédain? »

« Mais tout le monde, ou presque, j'ai regret à le dire : le touriste qui, dès qu'il éprouve la moindre difficulté à se faire entendre, s'écrie : « C'est des Bôches, ici! »; le fonctionnaire venu de l'intérieur et qui se moque de l'accent de ses collègues au lieu de leur savoir gré de l'effort qu'ils font pour parler sa langue; l'administration qui, du jour au lendemain, remplace sur les poteaux indicateurs les inscriptions allemandes par des inscriptions françaises; le percepteur qui envoie des feuilles d'impôt rédigées en français à des gens qui n'en connaissent pas le premier mot; le juge qui interroge en français un prévenu de langue allemande, ou qui

tolère que l'interprète résume en quelques paroles ses longues explications au lieu de les traduire fidèlement. »

« Et que dire du journaliste de Paris... mais je touche ici à un point délicat sur lequel je voudrais appeler votre attention toute particulière. »

« On ne dira jamais assez le mal qu'ont fait en Alsace certains articles de journaux parisiens. »

« Non pas que ces articles ne contiennent beaucoup de faits exacts et de vérités utilisables; non pas que leurs auteurs n'eussent pas en général le talent, toute la sincérité, toute la conscience professionnelle qu'on était en droit d'exiger d'eux. »

« Mais ils ne s'étaient pas sérieusement préoccupés de saisir par le dedans le problème alsacien, de se mettre, si on peut dire, dans la peau de l'Alsace. »

« Ils s'obstinaient à faire entrer la réalité alsacienne dans les catégories psychologiques ou politiques auxquelles ils étaient habitués et qui ne sont point faites pour elle. »

« Ils donnaient perpétuellement aux Alsaciens l'impression qu'ils ne les comprenaient pas, qu'ils ne pouvaient ou ne voulaient pas les comprendre. »

« De là des malentendus, des froissements, des irritations qui n'ont pas peu contribué à envenimer la plaie alsacienne, et de ce qui n'était qu'un malaise, à faire une véritable maladie. » (Pp. 83 et suiv.)

Et le remède?

« Il ne s'indique pas par une formule chimique. Mais il sera trouvé si vous parvenez, mon cher député, à donner aux Alsaciens l'impression, je ne dis pas que vous les aimez, ils en ont plus qu'assez de nos déclarations sentimentales, mais que vous les comprenez, que vous savez vous mettre à leur place, il n'y aurait rien — rien de raisonnable et de légitime, s'entend — que vous ne puissiez obtenir d'eux. » (P. 86.)

* * *

« A ce moment l'interpellation à la Chambre française étant terminée, l'abcès oratoire vidé », l'auteur demande : « Mais l'autre abcès, le vrai, le réel, le seul qui importe, celui qui depuis dix ans mûrit en Alsace, va-t-il se trouver amélioré? » (P. 88.)

« La Chambre, dit-il, a pu voter une motion de « confiance française » dans la fidélité de l'Alsace; comme il ne s'agissait pas de cela, mais de la confiance alsacienne dans la loyauté de la France, vous estimerez sans doute avec moi, qu'une fois de plus on a étudié la question sous couleur de la résoudre. »

« Au point de vue culturel, il est permis de considérer que le bilinguisme a désormais cause gagnée. »

« Il y a lieu de s'en réjouir comme d'une victoire du bon sens, mais pour que cette victoire ne demeure pas stérile, plusieurs conditions sont requises, dont voici les principales. »

« Il faut, en ce qui concerne l'administration, se préoccuper sans retard de préparer un corps de fonctionnaires bilingues, qui, à ce titre, pourraient être dotés d'avantages spéciaux qui les attacheraient à l'Alsace. »

« Il faut, en ce qui concerne l'école, prendre sur place, d'accord avec les familles, les mesures nécessaires pour que les programmes scolaires, déjà trop chargés pour les petits Français de l'intérieur, ne deviennent pas du fait de l'enseignement supplémentaire d'une deuxième langue, écrasants pour les petits Alsaciens. »

« Il faut enfin, en ce qui concerne les intellectuels, témoigner beaucoup de respect et de sympathie à leur alsacianité, qui résiste désespérément à l'assimilation, et, notamment, au plat rationalisme à prétentions universalistes dont notre enseignement supérieur est trop souvent le véhicule. » (Pp. 91 et suiv.)

« Mais avec cette dernière condition, dit l'auteur en terminant, nous revoici au rouet. »

« Elle est de réalisation absolument impossible tant que la France se fera d'elle-même la notion ridiculement étroite qui s'exprime dans la formule de la France « une et indivisible ». »

« Hâtez-vous donc de consentir les accommodations nécessaires tant qu'elles peuvent paraître les concessions spontanées de l'intelligence et de la force; n'attendez pas le moment, qui ne tardera pas, où elles feront figure d'abandons arrachés à la faiblesse et à la sottise. »

» C'est faute de ce légitime et sage opportunisme, vous le savez comme moi, que les révoltes deviennent des révolutions. » (P. 93.)

* * *

Nous nous garderons de présenter des observations au sujet de cet exposé.

Mais tout nous porte à croire, à comprendre et à sentir que l'analyse et les conclusions de l'auteur sont exactes et que la solution de la question d'Alsace doit se trouver dans la voie indiquée par lui.

EDMOND RUBBENS,
Membre de la Chambre des Représentants.

(A suivre.)

Les livres et la vie

Pronostics pour cette saison...

Décidément, nous avons attaché ici un fameux grelot! Il y a six mois (peut-être plus), nous avons tenté de faire voir le lien étroit qui unissait la « crise du livre » avec certaine « crise de l'esprit » dont l'Europe n'est pas sortie depuis la guerre! « Donnez au public des livres vivants, où l'esprit et le cœur s'engagent, qui n'appartiennent pas à cette littérature de l'ennui qui semble constituer aujourd'hui pour un trop grand nombre d'écrivains la littérature elle-même; faites moins de tapage pour lancer de très médiocres productions, soutenez mieux l'auteur qu'anime seul un bel amour de son métier, faites confiance à la critique, rendez-lui son autorité en n'écrasant pas ses jugements par des placards de publicité qui faussent l'opinion du lecteur et vous coûtent fort cher par surcroît, en un mot restituez à la « chose littéraire » — comme dit M. Bernard Grasset — sa dignité d'œuvre de l'esprit, et le public reprendra confiance, suivra les hommes qui l'intéressent, lira les livres qu'il achète, de la première à la dernière page... Tout le monde s'en trouvera mieux. » Telles étaient, considérées dans leur ensemble, les conclusions qui se dégagèrent de notre juste cri d'alarme... Elles n'étaient sans doute ni prématurées, ni mauvaises puisque la presse la plus importante les reprend maintenant d'un seul cœur!... Hier, M. Henri Massis en entretenait les lecteurs de la *Revue Universelle*; aujourd'hui, c'est André Billy qui signale nos pronostics dans sa propre chronique de *L'Œuvre*, et M. Emil Vuillemoz veut bien dire dans *Excelsior* qu'« il n'est pas de sujet plus grave pour notre avenir littéraire ». Il faut avouer, qu'analyser en profondeur la « crise du livre » révèle des causes qui atteignent la vie actuelle dans ses organes essentiels. Peut-être n'apparaîtra-t-il pas sans intérêt à quelques-uns de nos lecteurs de chercher à les discerner avec une précision plus grande et une totale indépendance?

* * *

Il est de mode depuis trois ans de faire le procès de la critique. Un à un, on voit disparaître les feuilletons de nos grands journaux... Les éditeurs refusent en principe, avant même de les avoir lus, tous les ouvrages qui peuvent ressembler à un essai, de près ou de loin... Les auteurs se plaignent amèrement de n'être pas assez cités ou d'être jugés sans lecture. Le public accuse la critique de constituer une coterie et d'égarer par camaraderie mal comprise son attention sur des livres trop hermétiques. Que vait cet ensemble de griefs contre la critique actuelle? C'est ce qu'il faut examiner.

Certes, la critique a des torts, et tout d'abord celui de s'en laisser imposer par les réputations acquises et d'être ainsi infidèle à sa

mission d'information et de jugement. Veut-on un exemple récent? M. de Porto Riche est mort. Il a été un auteur célèbre, l'Académie française elle-même lui a offert le fauteuil d'Ernest Lavisse, ses pièces ont eu une influence capitale sur le théâtre contemporain, le public leur a fait un succès étrange, un succès de mauvais aloi, comme à toute œuvre qui remue les plus basses régions de l'homme. Quelle a été devant cette mort l'attitude de la critique?... Juste analyse, clairvoyance qui permet le temps, calme inventaire des réussites ou des lacunes? C'est été trop beau, tous les journaux rendent un seul son, de M. Georges Le Cardonnell à M. Henry Bidou : la plus banale adulation... Comme nous lisions dans l'admirable *Chemin des Gardés* (1), de Marcel Azais, l'ardent et noble réquisitoire dressé par un jeune critique contre M. de Porto-Riche, nous étions pris d'un dur regret en imaginant que cette race d'esprits libres et de cœurs droits eût pu disparaître du monde. Deux articles vinrent heureusement mettre un terme à notre amertume et satisfaire notre colère : l'un de M. Lucien Dubach (2), calme et sévère, mais d'une justesse incomparable; l'autre, de M. Pierre Ducrocq (3) (un jeune critique dont on peut retenir le nom), d'une verve charmante sous un respect un peu appliqué. Dans l'abaissement général, l'honneur du moins était sau! Deux hommes comme ceux que nous venons de nommer suffirent à venger la critique de trop d'ignobles concessions.

De ce point de vue de l'indépendance, notre critique littéraire semble en bien meilleure position que notre critique théâtrale. J'ai reçu, voici deux mois déjà, d'un certain M. Étienne Gril, une lettre qui a été envoyée à une centaine de confrères; nous y étions grossièrement accusés de ne rendre compte que des livres d'une coterie, de ne pas prêter attention aux ouvrages « de grand public », de n'accorder quelque crédit qu'à un petit nombre de confrères qui savent faire leur réputation par un habile échange de services et une feinte considération. J'avoue que je n'avais pas lu une ligne de M. Gril — peut-être le fait, en pleine saison de recevoir vingt livres par jour est-il une suffisante excuse?... — pris de remords, je cherchais son dernier roman et j'en commençais la lecture quand je fus pris à la dixième page d'un tel dégoût que je dus refermer le livre! Des épisodes mal distribués, un ton de mauvais roman-feuilleton, un étalage d'ignominies, de mafferies et de saletés, me récompensèrent de ce mouvement de sympathie... Je jugeai dès lors nettement les griefs que les messieurs Gril présentent contre la critique, jurant bien de ne plus ouvrir aucun des livres de ce rayon de « littérature commerciale » qui va de M. Dekobra à M^{me} Maryse Choisy!!! Les naïvetés permettent parfois (même si elles sont à demi-volontaires) de faire bien des mises au point!

* * *

Il est pourtant des romanciers d'une autre valeur que M. Gril et sur lesquels les plus qualifiés des critiques font un silence bien injuste. Ainsi personne n'a parlé d'un livre de M. Henry Ghéon qui est bien la fantaisie la plus délicate que nous ayons lue depuis un an. *La vieille dame des rues* (4) nous promène dans un pays où les grandes ombres de Stevenson et de Conrad n'insultent pas à sa vive et alerte démarche. Cette histoire d'une vieille femme qui, s'ennuyant dans son logis exigü et sombre, imagine un jour d'entreprendre une longue course à travers Paris et, parvenue loin de chez elle, de se laisser tomber au seuil d'une porte et d'attendre comme une mendicante qu'un passant vienne la ramasser; cette simple et charmante histoire, il faut la lire tout d'une traite pour en goûter, avec la finesse, l'ensorcelante rapidité... Certes,

(1) Valois, éditeur.

(2) Dans *Candide*.(3) Dans *L'Œuvre*.

(4) Chez Flammarion.

on eût pu souhaiter que M. Henry Gh' on sacrifie moins le caractère de ses personnages à l'imprévu des situations et qu'il ne se souvienne plus, ne fût-ce qu'un instant, qu'il a été et qu'il demeure un homme de théâtre, mais il faut savoir prendre son plaisir où il est, et un livre, de haute tenue littéraire, qu'on parvienne à lire sans ennui n'est pas aujourd'hui événement si coutumier qu'on puisse ne point le signaler. Il a fallu quelque deux ans pour qu'on rende à M. Marcel Aymé la justice qu'il méritait, et ceux-là même qui l'ont découvert en paraissent tout ébahis... M. André Thérive lui-même a préféré nous entretenir dans son grave feuilletton du *Temps* d'un ennuyeux et banal poème de M. Flad que nous dire le sourire de Maurice Pombour. Les critiques qui parlent aujourd'hui avec d'excessifs éloges de *Contrepoint* d'Aldous Huxley sont ceux-là mêmes qui ont laissé paraître les premiers tomes du *Temps perdu* sans leur consacrer une ligne. Il est des feuilletons qui exaltent M^{me} Rosa Colonna ou M. Yves Gaudon et dont pas un seul paragraphe ne sait reconnaître le talent de Michel Davet ou le génie (au sens latin) de Bernanos. Les notes de la *Nouvelle Revue Française* qui voudraient être une revue des livres, sont sur ce point bien symptomatiques : on y parle des seuls ouvrages de la maison, et M. Louis Francis, qui n'est qu'un médiocre feuilletoniste pour feuilles distinguées, y prend le pas sur des hommes aussi importants que M. Maurras ou M. Claudel.

De telles inversions de valeurs ne sont heureusement pas coutumières, elles restent surtout le fait de ces humbles faiseurs d'articles ou de ces tenanciers de courriers des lettres qui éprouvent le besoin de se faire une « cour de clients » pour accéder aux honneurs d'une tribune célèbre! Nous avons encore, grâce à Dieu, une bonne équipe de critiques dans la génération qui a aujourd'hui de quarante à cinquante étés. Des hommes comme M. Thibaudet ou M. Maïsis, M. Bellessort ou Crimieux, voire même M. Gonzague Truc ou M. Billy suffisent à maintenir dans la critique un juste discernement intellectuel. Hélas, peu de jeunes les suivent et ce ne sont pas les *Mascarades littéraires* de M. Gaudon qui nous rendront une liberté créatrice et un jugement autorisé! La critique a beaucoup perdu depuis que M. Frédéric Lefèvre nous a donné ses *Une heure avec...* On risque maintenant de la confondre avec une agence de publicité!

* * *

Le procès des critiques insinuit, il reste à faire celui des trois éléments de la « chose littéraire » : éditeurs, auteurs et public.

Il est des éditeurs qui excellent à découvrir les nouveautés, à susciter les jeunes talents, à leur créer une atmosphère où ils puissent vivre et se compléter. Surtout, qu'on ne les confonde pas avec ceux qui n'ont d'autre but que d'alimenter les snobismes! Veut-on des exemples actuels?...

Il y a dans l'édition française — de l'aveu même d'un important citoyen anglais, M. Montgomery Religion, venu fait récemment au *Times* — trois grandes collections d'auteurs étrangers : les *Feux Croisés* que dirige M. Gabriel Marcel (1), le *Cabinet Cosmopolite*, auquel préside M. Jacques Chardon (2), les *Maitres Etrangers* dont s'occupe votre serviteur (3)... La première de ces collections nous a donné des œuvres puissantes comme cette *Affaire Maurizius* de Jacob Wassermann qui est la fresque balzacienne la plus vivante que nous ayons lue depuis la guerre; la seconde, après nous avoir révélé Maurice Baring dans *Daphné Adeime*, a fait connaître au public français le *Babbitt* de Sinclair Lewis, synthèse cinglante de toute la vie américaine d'aujourd'hui; la troisième de ces collections nous a donné après l'admirable *Jenny*, de Sigrid Undset qu'un Prix Nobel n'avait pas suffi à faire sortir de l'ombre en

France, un *Esprit de Dostoïewski*, de M. Nicolas Berdiaeff qui dépasse de beaucoup en pertinence et en ampleur l'étude de Gide sur le même sujet (1). Il est frappant de remarquer qu'aucune de ces grandes collections ne sort de la maison (la *Nouvelle Revue Française*) où l'on fait en quelque sorte profession d'avoir l'esprit européen et de tenter des découvertes.

C'est qu'en effet aucun snobisme ne supplée à la clairvoyance.

Dorénavant, aucune maison ne suffira à lancer un livre, comme aucun placard de publicité ne fera vendre un exemplaire; il faudra bien que devant un public lassé, les éditeurs comme les critiques fassent leur examen de conscience et découvrent les points essentiels où ils ont manqué.

— Que veut le public?, dira-t-on. D'abord des livres qui ne l'ennuient pas, qui ne manquent pas tellement de matière qu'ils en viennent à n'être plus que de mornes introspections; ensuite des livres qui atteignent les puissances profondes de l'homme, qui fassent appel tout à la fois à son esprit et à son cœur.

Là encore les preuves abondent. Quelle est la raison du succès d'un livre comme *David Golder*? (2)... Etre avant tout un roman « où il se passe quelque chose », non pas seulement une analyse introspective, mais un tableau de mœurs. Pourquoi, sans une ligne de publicité, le dernier livre de Duhamel, ces *Scènes de la vie future* dont nous entretenimes naguère les lecteurs de la *Revue Catholique*, a-t-il atteint le joli chiffre de cinquante mille exemplaires vendus?... Ce livre était une œuvre humaine, où l'on sentait passer toute l'âme d'un homme qui souffrait. Quel est enfin le subtil motif qui attire des milliers de lecteurs vers les mémoires ou « la petite histoire »?... Ils y trouvent des faits précis, des hommes agissants, la vraie vie, et non point ces ombres trop pâles que dessinent à peine les livres de certaine école « psychologiste » qui était un moment en passe de devenir la seule école contemporaine...

Si l'on éprouve, par exemple, un indéniable plaisir à lire des livres comme *Instances* (3) ou *Signes de notre temps* (4) de M. Eugène Marsan, c'est qu'il nous changent par leur douceur même et leur rapide pertinence, de la critique à prétentions métaphysiques de M. Ramon Fernandez ou du bavardage grammatical et journalistique de M. Thérive!...

* * *

Cette année comme l'an dernier, le public sera difficile, et il faudra s'en féliciter. Il aimera suivre une œuvre, un homme, une campagne qui l'intéresse. Il saura mieux distinguer sans doute le snobisme du nouveauté. Il aimera à être distrait, à être charmé, pour employer cette exquise expression des poètes de 1660, à être élevé... il détestera être trompé ou ennuyé... Nous aurions tort de nous en plaindre.

Plus que jamais, à notre avis, il regardera du côté de ces collections qui offrent le double avantage de concentrer son attention sur une tendance ou un objet sans nuire à la liberté de l'œuvre, et d'être conçus et dirigés par des hommes qui aiment leur métier et savent choisir le meilleur. Par collection, nous n'entendons pas ces séries où on achète à prix d'or un court essai d'écrivain connu sur un sujet convenu d'avance : une vie, une mode, une ville... Si nous croyons à l'avenir des collections nous parlons uniquement de celles qui se contentent de réunir sous le signe des œuvres authentiques sans entraver en quoi que ce soit la liberté de création.

Il faudra regarder d'abord du côté de la *Palatine* où M. Massis a déjà réuni tant d'œuvres de première valeur, des *Cahiers* de Maurice Barrès, à *La Joie* de Georges Bernanos et au charmant *Prince qui m'aimait* de Michel Davet. On nous y promet un livre de M. Lucien

(1) M. Robert Kemp l'a bien vu dans les *Nouvelles Littéraires*.

(2) Edité chez Grasset et qui est loin de pouvoir « être mis entre toutes les mains ».

(3) Prométhée.

(4) Librairie de France.

(1) Chez Plon.

(2) Chez Stock.

(3) Aux éditions Saint-Michel.

Marsaux, *Les Prodiges*, que nous avons lu cet été à la *Revue Universelle* et auquel il ne manque que très peu de chose (un rien!) pour atteindre au génie! *Les Cahiers Verts* de M. Daniel Halévy (dont c'est, je crois, la dernière série) se doivent de finir en beauté. Un *Procès du monde moderne* de M. Abel Bonnard et un roman de M. Malvaux lui composeront une digne fin. Le *Roseau d'Or* présente, lui aussi, cette année, un programme qui ne risque pas de décevoir. Après un *Saint Augustin* de Papini et un *Proust* de M. Massis, nous aurons un roman de Maurice Baring!... On va traduire la *Jeanne d'Arc* d'Hilaire Belloc et *Les Maîtres Etrangers* publieront son magistral *L'Europe et la Foi* en même temps qu'un pamphlet de Chesterton «*Divorce*», subtil et vif, comme toujours...

...Devant ces attachantes promesses, si l'on jette un regard furtif sur le programme de la N. R. F. on est surpris du vide profond qui s'en dégage. Benda, Br. mond, Gide, Lacretelle... rien que nous ne sachions par cœur!..

Il faudrait mettre, ces temps-ci, sur certaines régions littéraires une indication que résume le titre d'un roman très appliqué mais sans génie que fit paraître naguère M. Pierre Varillon : *Fausse Route*...

... Hélas! des âmes y sont engagées!

JEAN MAXENCE.

La politique espagnole Hommes et groupes

Les gauches, les droites? Qui donc, après le général Berenguer, va gouverner l'Espagne?

Si l'on avait posé pareille question il y a quelques années, lorsque la dictature en était à sa phase de croissance, Primo de Rivera eût certainement lancé l'anathème. Le dictateur tenait en abomination les partis. Il détestait les « vieux politiciens » et ne manquait aucune occasion de le leur rappeler en termes parfaitement explicites. Accueilli au pouvoir par les acclamations du pays, qui en avait assez de voir l'autorité se dissoudre aux mains des factions, le général croyait fermement qu'une ère nouvelle avait sonné, que désormais, c'en était fait des groupes, de leurs combinaisons et de leurs intrigues, qu'une génération d'hommes d'Etat allait fleurir pour remplacer la bande disqualifiée qui avait mené l'Espagne à deux doigts de sa perte. Ce n'est pas qu'il voulût prolonger indéfiniment un règne aussi anormal qu'une dictature; mais il savait, il sentait que quelque chose de grand lui succéderait; il voulait tracer par son passage des voies entièrement neuves, asseoir sur le granit la structure politique de son pays et faire en sorte que plus personne ne pensât même à revoir jamais le « régime abhorré des anciens partis ».

Si vraiment, au lendemain du coup d'Etat du 13 septembre 1923, on lui eût prédit qu'après six ans de dictature, lorsqu'il se retirerait du pouvoir, l'Espagne se mettrait à hésiter entre MM. Sanchez Guerra, Santiago Alba, le comte de Romanones et quelques autres impénitents de l'ancien régime, Primo de Rivera eût crié à la folie.

Et pourtant, on en est revenu là et c'est en termes de gauches et de droites, d'hommes de gauche et d'hommes de droite que se formule à l'heure actuelle la politique espagnole.

* * *

Pour accomplir son idée d'une rénovation foncière, Primo de Rivera avait fait appel au patriotisme du pays. Convaincu que, avec l'air nouveau qui soufflait sur l'Espagne, un pareil sentiment effacerait les divergences et soulèverait une légion de bonnes volontés, il suscita de la sorte le mouvement d'*Union patriotique*. Dans la pensée du général, l'*Union patriotique* ne devait pas être un parti. Bien plus optimiste que Mussolini, qui toujours a main-

tenu le titre de « parti » fasciste, accusant ainsi un contraste et avouant une opposition, le dictateur espagnol, convaincu qu'e toute la nation le suivait, se refusait à admettre que l'*Union patriotique* ne serait pas un jour l'Espagne tout entière. Les portes de cette organisation étaient grandes ouvertes, pour tous ceux du moins qui souscrivaient à l'irréformable condamnation de l'ancien régime; on y invitait, on y attendait conservateurs et libéraux, mais surtout ceux qui, n'ayant point participé autrefois aux menées parlementaires, devaient offrir à la patrie des énergies plus pures. Avec quelle ténacité ne vit-on pas le général soutenir, à l'encontre de ceux qui qualifiaient l'*Union patriotique* de parti dictatorial, que ce mouvement n'était pas une fraction, mais la nation elle-même, rénovée par l'esprit de la dictature!

Au fait, l'*Union patriotique* s'évertua en efforts assez vains pour rejoindre la nation et se l'incorporer. Créée d'en haut, régie par le dictateur en personne — qui entendait sauvegarder sa nature contre toute déviation, ce groupement ne reposait pas réellement sur les forces profondes et les intérêts organisés du pays, qui seuls eussent pu lui donner l'armature vitale rêvée par son fondateur. A l'*Union patriotique* s'empresaient les admirateurs du grand chef, les enthousiastes du cours nouveau, les optimistes qui croyaient l'ère des partis définitivement scellée et bouclée pour l'histoire. A mesure que le régime paraissait se consolider, on y vit affluer aussi bon nombre de personnages dont les convictions rivéristes étaient moins nettes et ceux-là firent bourdonner l'*Union patriotique* des sentiments communs aux parasites de tous les partis et aux adulateurs de tous les puissants. Mis ensemble, cependant, ces deux éléments, les convaincus et les intéressés, ne parvinrent pas encore à s'identifier au pays. Face à la dictature subsistait, roque, irréductible, le veto des anciens hommes politiques. C'était la conjuration des morts. Presque aucun personnage en vue des partis déchu, presque aucun ex-ministre, même parmi les conservateurs les plus mûrs, ne se départit d'une attitude que, à la vérité, les foudres réitérées du dictateur eussent à elles seules suffisamment expliquée. Leur intransigeance antidictatoriale alla jusqu'à suspendre les visites de courtoisie que les hommes politiques marquants font, en Espagne, périodiquement au souverain. C'était l'avertissement le plus grave, c'était la menace sourde déjà adressée au trône pour mieux atteindre le gouvernement.

Ces hommes politiques n'étaient d'ailleurs pas tout à fait les isolés que s'imaginait Primo de Rivera. Magnats de la propriété pour la plupart, ils avaient une clientèle, que l'ancien rotativisme des partis tenait depuis toujours habituée à attendre, dans les périodes d'opposition, le retour de la fortune politique et avec elle la pluie des faveurs escomptées. Cette clientèle leur demeura fidèle, sous la dictature, assez fidèle du moins pour s'obstiner dans l'abstention envers le régime nouveau.

Si bien que l'*Union patriotique*, l'héritière présomptive de Primo de Rivera, la grande espérance du général, suivit un développement qui la fit ressembler toujours plus près à un simple parti, à un parti comme les autres. Composée de personnes plutôt que d'intérêts organisés, incapable de rallier la foule, parce que la foule ne s'empresse en Espagne dans aucune organisation politique, quelle qu'elle soit, l'*Union* démentit toujours plus clairement, à mesure qu'elle durait, la noble destinée que lui marquait sa naissance : elle finit par n'être plus, de l'aveu de tous, que le parti officiel, le parti privilégié qui monopolisait l'influence et bloquait les avenues du pouvoir.

Ce fait devint si évident que, à la chute de la Dictature, les défenseurs du régime ne s'obstinèrent pas dans cette formule vieillie. L'*Union patriotique* n'a pas survécu à son créateur. A vrai dire, vers la fin de la dictature, les « convaincus » n'étaient plus très nombreux; quant aux « intéressés », aussitôt le régime tombé, ils s'empresèrent comme toujours de se débânder.

A la place de l'*Union patriotique*, les amis et collaborateurs du général ont constitué l'*Union monarchique nationale*. Ce groupement figure au tableau des compétiteurs qui affrontent aujourd'hui la lutte électorale. Il se propose avant tout de soutenir l'idéal politique de Primo de Rivera. « Notre étendard, déclare son manifeste, ne sera pas un nom, mais une conduite; plutôt qu'un programme théorique et prolix, ce qui nous servira de guide, c'est le consolant ensemble de réalités que Primo de Rivera a su incorporer au patrimoine de l'Espagne, en exaltant l'esprit du pays et en étendant son influence civilisatrice. » Basé sur la profession monarchique et respectueux de la religion, le groupement

entend défendre envers et contre tous la politique de la dictature; prenant à son compte, au surplus, les responsabilités dont parlent depuis huit mois toutes les tribunes publiques, il s'offre franchement et fièrement à la bagarre.

Les personnalités les plus représentatives du parti rivériste sont le comte de Guadalhorce, l'ancien ministre des Travaux publics, qui fut acclamé comme chef du groupement, et M. Calvo Sotelo, l'ancien ministre des Finances. Ils n'ont d'ailleurs aucun espoir de rentrer prochainement au gouvernement; au futur parlement ils escomptent une représentation modique, mais suffisante pour soutenir avec honneur les idées maîtresses qui inspirèrent la dictature.

Ceci soit dit pour montrer que le gouvernail politique, en Espagne, est réellement vacant. Les « nationaux », les « patriotes » purs et simples ont cédé la place; il ne reste plus, pour l'occuper, que les porteurs de vieilles étiquettes, gens de gauche et gens de droite, conservateurs, libéraux, socialistes, régionalistes. Les morts se réveillent, et les déclarations les plus impatiemment attendues, depuis qu'a disparu Primo de Rivera, sont celles des hommes qu'il prétendait définitivement discrédités.

Examinons un peu ce clavier politique.

* * *

Tout d'abord, les gauches.

Le parti socialiste n'est pas parvenu à devenir en Espagne un facteur politique décisif. Vis-à-vis des autres groupements, il a cependant l'avantage d'avoir sauvegardé à travers toute la dictature son organisation et ses foyers de propagande. Moins uniquement rivé à des prestigés personnels, participant plus de la nature d'un courant populaire, ce parti ne fut pas autant malmené que les autres par les sévérités du régime. On sait que la politique de la dictature l'a même, d'une certaine manière, favorisé. Dans la fameuse réforme corporative, en effet, la représentation ouvrière aux comités paritaires fut déferée par le ministre Aunos aux majorités syndicales, sans reconnaissance des minorités. Se trouvant être en beaucoup d'endroits les seuls éléments organisés, en tout cas les plus forts, les socialistes ont occupé sans difficulté cet ensemble considérable de postes d'influence.

Néanmoins, le parti socialiste n'entraîne pas les foules. Sa politique accommodatrice écarte de lui les masses « syndicalistes », qui l'emportent de loin dans plusieurs districts industriels. Révolutionnaires d'instinct et toujours prêts à l'action directe, il leur répugne de suivre ces temporisateurs, qui acceptent de causer avec les patrons au sein des comités paritaires. Cette scission d'extrême-gauche est assez puissante pour empêcher le parti socialiste de prendre pied solidement en Catalogne, où il constituerait une force redoutable s'il arrivait à former un front ouvrier unique. Le socialisme officiel a ses bases principales à Madrid, où il est incontestablement le maître du terrain.

En dehors du parti socialiste, aujourd'hui présidé par M. Julian Besteiro, il n'existe en Espagne, ni à gauche, ni à droite, de forces politiques vraiment organisées. Il y a des personnalités marquantes, autour desquelles s'agglomèrent des partisans. Voilà tout. Ces prestigés grandissent ou baissent constamment, suivant les lois bien connues de la popularité. Aucun, en ce moment, n'éclipse les autres. Aucune génération des grands hommes ne se lève. Il est loin, le temps où Canovas et Gagasta, par le respect qu'ils imposaient, parvenaient à régler la vie politique, le temps où la *jeftatura* du parti libéral et celle du parti libéral-conservateur étouffaient par leur poids les oppositions naissantes. Depuis plus de vingt ans, les étoiles de première grandeur se sont éteintes et les partis se sont disloqués. Un seul homme de premier plan a survécu assez longtemps à cet effondrement : c'est Maura, qui, frappé par la fatalité du temps, finit par n'avoir plus, lui aussi, qu'un groupe à sa suite. Que l'on manque d'hommes, cette plainte est générale dans la littérature politique espagnole; elle s'exagère d'ailleurs, sous l'action du pessimisme depuis longtemps à la mode, là-bas, surtout dans les milieux de gauche. Qu'il reste des hommes politiques, c'est un fait, mais il demeure exact, qu'aucun d'eux n'a le pouvoir de coaliser autour de soi toute la droite ou toute la gauche.

Le comte de Romanones est l'un de ces chefs libéraux qui aspirèrent un jour à l'hégémonie. De nombreuses fois ministre, ancien premier ministre, doté d'un flair politique affiné, grand *cacique* d'ailleurs, M. de Romanones demeure l'une des personnalités

autour desquelles les journalistes accourent dès qu'il ouvre la bouche. Il passe pour être le plus modéré et le plus monarchiste des libéraux. Mais il n'est pas seul; un autre ex-premier, M. Garcia Prieto, marquis d'Alhucemas, lui dispute depuis longtemps la prééminence du vieux parti libéral.

Tous deux d'ailleurs paraissent plutôt être des hommes d'hier que des hommes de demain. On leur substituerait volontiers l'un ou l'autre *homonovus* sur lequel se rallieraient tous les espoirs sans qu'ils fussent gênés par aucune rancœur ni diminués par le souvenir des rivalités d'autrefois. Chose curieuse, cette consécration d'astre montant, c'est à M. Santiago Alba qu'on la confère généralement. M. Alba, ancien ministre des Affaires étrangères, était sorti de charge en proie à l'animosité publique et la Dictature avait menacé de le traduire en justice. Six ans d'exil volontaire à Paris ont complètement restauré cette réputation. M. Alba est passé avec tous les bannis de la Dictature, au rang de victime, et l'on ne veut plus se souvenir aujourd'hui que de son énergie d'homme d'Etat. M. Alba serait homme, en effet, à reprendre la succession de Primo de Rivera, mais en lui donnant une forte qualification de gauche. Il est un des rares hommes politiques de l'ancien régime qui ne perde pas son temps à expliquer et à justifier le passé; il a un programme d'action, programme plus vaste et plus précis qu'aucun autre. Le Roi s'est d'ailleurs adressé à lui; M. Alba, néanmoins, dès qu'il s'est senti nécessaire, a fait la fine bouche. Il lui fallait, pour gouverner, toute la coalition des gauches. Humblement, MM. de Romanones et Garcia Prieto, qui n'avaient pu, de leur côté, opérer ce regroupement, lui ont offert un concours inconditionnel. Cette suzeraineté n'a pas suffi à M. Alba, qui se croit décidément un très grand homme : il est rentré sous sa tente d'un pas hautain, en attendant des jours plus sûrs.

C'est donc entre personnalités plutôt qu'entre groupements que se noue le jeu politique en Espagne. Pour s'orienter, on attend que chacun se « définisse », que des conjonctions s'opèrent, et qu'enfin des constellations résultent de ces rencontres. En cette absence de vie organique et de pression civique, il faut signaler cependant l'un ou l'autre foyer qui s'offre comme le pôle d'une constellation de ce genre.

Tel est manifestement le rôle que joue actuellement la tribune appelée l'*Ateneo*. Sièges autrefois de manifestations scientifiques, l'*Ateneo* de Madrid a pris depuis longtemps déjà une vive coloration de gauche, qui n'a pas peu contribué à dénaturer l'esprit de l'institution. Depuis la chute de la dictature, franchissant toutes les barrières, l'*Ateneo* est passé résolument de l'ordre académique à l'ordre tribunicien. La série de grandes conférences qui s'y est donnée accusa un républicanisme criard. On y entendit des eudorcis, des « purs » comme l'ancien chef socialiste Indalecio Prieto; on y acclama des convertis comme l'ex-ministre libéral Niceto Alcalá Zamora. Rendez-vous des « intellectuels » avancés, l'*Ateneo* est devenu, sous la présidence du D^r Maranon — grand prestige scientifique de l'Université de Madrid, la fournaise où se brasse la politique des gauches.

Un autre centre de résistance intellectuelle à la politique de la dictature fut l'*Académie de jurisprudence*. Ainsi que son nom l'indique, cette académie est la forteresse des juristes. Comme le droit, sans aucun conteste, aussi bien que les juristes personnellement, se trouva fort mal arrangé par les procédés directs et sommaires de Primo de Rivera, on vit l'*Académie* évoluer rapidement en organe d'une implacable censure. Maura était l'un des maîtres de cette académie; il contribua beaucoup à lui donner une signification politique active. Depuis la dictature, les conférences de l'*Académie* sont de celles où l'on élabore du ton le plus dégagé « la constitution dont a besoin l'Espagne ». L'animateur de ces réunions fut le président aujourd'hui sorti de charge, M. Angel Ossorio y Gallardo, démocrate-chrétien. L'esprit de Maura et les efforts d'Ossorio empêchèrent d'ailleurs l'*Académie* de jurisprudence de virer décidément à gauche comme le fit l'*Ateneo*. L'*Académie* a un peu l'*Ateneo* des hommes de droite; moins frondeuse, moins exclusive, demeurée plus fidèle aux traditions scientifiques et à la modération du langage, elle est, en tout cas, l'un des carrefours où retentissent le plus vivement les grandes questions du jour et où les hommes politiques, à défaut des partis et du Parlement, aiment à se revoir.

* * *

A droite, la dispersion n'est pas moins grande qu'en face, et les efforts y sont les mêmes. Là aussi, il reste des hommes d'ancien

régime pour lancer des appels aux horizons déserts. Là aussi, il est tel ou tel astre montant dont on attend les effets magiques. Là aussi, on se cherche, on se tâte et l'on tente de se regrouper.

L'ancien parti libéral-conservateur, celui qu'illustra Canovas, celui à la tête duquel brilla quelque temps Maura, se trouve assez désemparé. Il avait pour chef, au moment du coup d'Etat, M. Sanchez Guerra. Sanchez Guerra a mené contre la dictature la politique éclatante que l'on sait : protestations, exil, coup d'Etat manqué de Valence, acquittement retentissant, c'en était assez pour élever ce héros Sanchez Guerra sur le pavois, et faire de lui le symbole de la résistance. Seulement, c'était là une attitude personnelle, où l'on retrouvait le chef conservateur plutôt que le parti conservateur, et qui détacha même un peu à la fois M. Sanchez Guerra du conservateur qu'il avait été. Si bien que, au bout du compte, M. Sanchez Guerra se trouva séparé de son parti. Espérait-il rallier sur un programme de modération toute l'opposition antidictatoriale, les gauches y comprises? Il eut son jour, le jour des « discours ». En avril dernier, au moment où Sanchez Guerra allait se définir, il semblait qu'un mot tombé de ses lèvres pût renverser la monarchie et qu'un geste de sa main dût reconstruire un régime. Les gauches, surtout, attendaient gros de lui. Quand il parla, la déconvenue fut générale. M. Sanchez Guerra ne renversait que ce qui était déjà tombé : la dictature, et il se gardait bien d'édifier quoi que ce soit. Ce long discours pour déclarer qu'il n'avait rien à dire fit le plus grand tort au héros de Valence. Descendu de son piédestal éphémère, il se trouva tout à coup fort isolé : il s'était coupé de la droite sans avoir séduit la gauche, et la masse anonyme qui avait attendu un prophète se détournait en murmurant.

Le parti qu'il quittait resta décapité. Sans doute une politique moins aventureuse, de la part de M. Sanchez Guerra, eût-elle pu réunir sous la bannière conservatrice le gros de ceux qui, mécontents de la dictature, gardaient cependant foi dans la monarchie et la constitution de 1876. Le parti conservateur en eût conservé un air d'activité et de vigilance qui, à l'heure actuelle, devait lui servir. Dépourvu de Sanchez Guerra, le parti est au contraire une chose assez molle, qui éprouve grand-peine à reprendre nerf. Le plus vif souci que l'on constate chez ses chefs depuis que le vent dominant souffle contre le régime de Primo de Rivera, c'est de se dégager de toute compromission avec la dictature. Chacun prend grand soin de faire remarquer qu'il a suspendu, comme les hommes de gauche, les visites au Palais, qu'il n'a pas accepté de siéger à l'Assemblée nationale, qu'il n'a rien offert au général et rien reçu de lui. Chacun s'applique même à rappeler, comme les civils après la guerre, qu'il a « fait quelque chose » pour combattre l'ennemi et l'on se joint avec ensemble au chœur de ceux qui exigent les « responsabilités ». Au surplus, ce parti demeure fidèle à la monarchie, à la religion, à la famille, à la propriété. D'un côté, l'attitude du parti conservateur est donc assez résolument négative; de l'autre, elle demeure un peu vague. Cela ne lui amène pas les masses.

Il faut distinguer du parti conservateur un groupe d'hommes politiques qui partagent les mêmes principes fondamentaux, mais voudraient apporter à leur réalisation un esprit plus neuf, une volonté plus dégagée. Nous visons les « mauristes ». Lorsque le grand Antonio Maura se sépara du parti qu'il avait dirigé, il devint le symbole d'une tendance et le point de ralliement des valeurs nouvelles qui surgissaient à droite. Bon nombre de jeunes, énergiques, idéalistes, mirent en ce maître toute leur foi; à sa suite, ils espéraient purifier les mœurs politiques, y apporter plus de loyauté, plus de dévouement, plus de civisme, en somme, que n'en pratiquaient les partis officiels, embourbés dans leurs traditionnelles manigances. Si Maura vivait encore, lui qui s'était renfermé dans une opposition très fière et très digne à l'égard de la dictature, peut-être son heure aurait-elle sonné, l'heure qui toujours lui manqua.

A présent, le maurisme sans Maura semble assez anachronique. Aussi s'est-il dissocié. Au lieu et place du maurisme, il reste des personnalités mauristes, qui affichent toujours ces mêmes aspirations à la sincérité politique et à l'éducation civique du peuple. M. Ossorio y Gallardo est l'une d'elles. La plus qualifiée comme mauriste, sinon la plus puissante, est sans doute M. Golcochea, l'un des meilleurs lieutenants de Maura. Quant aux fils mêmes de l'homme d'Etat, nous l'avons dit, l'ainé, M. Gabriel Maura, s'est distingué surtout par une critique âpre et serrée, l'« Esquisse historique de la dictature », l'ouvrage de fond où puisent tous les accusateurs de Primo de Rivera. Un autre, M. Miguel Maura,

s'est déclaré républicain. Peu de promesses positives, en somme, chez l'un comme chez l'autre. Et ceci complète le tableau du camp mauriste, où il demeure sans doute quelques noms, mais guère de groupes.

Un trait marquant chez ces anciens hommes politiques, nous l'avons dit, c'est leur préoccupation de passer pour d'irréprochables antidictatoriaux. Aussi évitent-ils toute collusion avec les anciens collaborateurs de Primo de Rivera. Pour n'en citer qu'un seul indice, le grandiose meeting d'affirmation monarchiste qui eut lieu à la Plaza de Toros de Madrid vit s'opérer la conjonction de MM. le comte de Bugalea, chef actuel du parti conservateur, et Goicoechea, mais il fut organisé à l'exclusion de l'Union Monarchique Nationale.

Il n'existerait pas à droite de foyer d'action bien caractérisé puisqu'on n'y trouve que deux groupes privés l'un et l'autre de leur chef, sans l'existence d'un journal qui a réussi à conquérir une influence considérable dans la direction politique. *El Debate* est le carrefour intellectuel des droites, à l'égard desquelles il joue, avec des procédés d'ailleurs tout différents, un rôle exactement antagonique à celui de l'*Ateneo*. *El Debate* entretient sous la dictature une politique de soutien; son adhésion n'était pas inconditionnée, et le journal sut avertir le général, deux ans avant sa chute, que le cours des choses se modifiait et qu'il était temps de céder la place. A l'heure actuelle, *El Debate* garde très fidèlement la même ligne de conduite; à peu près seul dans la presse, où l'on s'acharne avec ardeur sur la dictature et les dictatoriaux, il défend la personne et les œuvres de Primo de Rivera contre l'excès d'injustice qui momentanément les accable. Mais il fait mieux; gardant une attitude compréhensive et largement accueillante, étranger à tout esprit de chicane, *El Debate* prépare obstinément les voies à la formation d'une vaste coalition des groupements de droite autour de quelques principes fondamentaux, sur lesquels il insiste continuellement. Sans se qualifier démocrate-chrétien, il préconise les réformes sociales et propage avec insistance les enseignements de Léon XIII, que beaucoup de catholiques espagnols semblent encore ignorer. Sa tendance principale consiste à renforcer les groupements naturels d'intérêt social : la famille, le municipale et la profession, par exemple. Cette coïncidence avec Primo de Rivera contribua beaucoup, certainement à la sympathie que lui garde *El Debate*, dans une indépendance d'ailleurs complète. Ce journal offre à la droite le foyer de propulsion que les hommes politiques semblent incapables de lui procurer.

* * *

Voilà les gauches, voilà les droites, du moins dans leurs éléments principaux. Il reste les régionalistes, dont on ne sait trop s'ils se classent à gauche ou à droite.

C'est cependant un mouvement vers la droite qui vient d'être imprimé au principal groupement catalan, la *Lliga regionalista*. En écrivant son livre *Pour la Concorde*, où il condamne tout autant le séparatisme que l'assimilisme, M. Cambó a visiblement voulu intégrer la politique catalane et les chefs catalans dans l'ensemble de la politique nationale de l'Espagne. L'ancien ministre des Finances tenait d'ailleurs personnellement cette position depuis longtemps. Bien que l'oppression linguistique de la dictature ait fomenté le mécontentement et semé l'extrémisme en Catalogne, il ne semble pas que ce courant radical, qui favorise plutôt l'*Acció Catalana*, doive tout emporter, ni que les sympathies espagnoles de M. Cambó menacent de séparer ce chef de ses troupes. La *Lliga* s'est réunie; elle a applaudi un discours de l'ancien ministre M. Ventosa, qui consacre cette orientation monarchiste et constitutionnelle. Dans cette brève revue du front des partis, nous ne pourrions définir davantage le problème catalan ni même sa position actuelle. Nous avons simplement voulu indiquer ici un classement général des hommes et des groupes.

* * *

Quant au mouvement républicain, il représente plutôt une vague d'irritation qu'un groupement constitué. Cette fièvre a attaqué durant quelques mois la plupart des milieux de gauche et même certains hommes de droite. On put croire un moment qu'elle emporterait tout. Cependant, la plupart des hommes politiques de premier plan, de ceux qui attendent des responsabilités pour demain,

se sont abstenus de la profession de foi qu'on les pressait d'exprimer. Sanchez Guerra fut le premier à décevoir sur ce point ses partisans; le leader réformiste Melquiades Alvarez, un républicain d'ancienne date, rallié autrefois à la monarchie par opportunisme, n'a pas cru, lui non plus, devoir rompre les ponts, et lorsque, après un silence énigmatique de plusieurs mois, Santiago Alba parla à son tour, ce ne fut pas davantage pour renverser le trône. Chacun put dès lors se convaincre que le mouvement républicain était voué à l'échec. Sans doute, les orateurs de gauche, à part Romanones et l'un ou l'autre, prirent-ils vis-à-vis du Roi un ton fort altier, et Alphonse XIII fut-il lapidé de reproches de toute sorte; on n'osa cependant pas porter sur lui une main qui, en le renversant, bouleverserait l'ordre social du pays. L'armée, d'ailleurs, la seule puissance qui soit capable d'opérer une révolution en Espagne, n'a pas donné signe d'en avoir l'envie.

Ce qui subsiste du côté républicain est d'ailleurs tellement disparate qu'on ne voit pas comment ces éléments pourraient un jour s'agglomérer en un gouvernement. M. Alcalá Zamora, catholique dans le privé et libéral en politique, rêve d'une république conservatrice pour laquelle il fait appel au clergé et à la haute bourgeoisie. Le Dr Maranon et ses « intellectuels » ont besoin, par contre, d'une république fortement anticléricale. Il y a en outre les républicains de toujours, les Lerroux, les Marcelino Domingo, extrémistes avec lesquels la bourgeoisie n'a évidemment que faire. Quant au parti socialiste, chacun sait que sa qualification républicaine est l'accessoire d'une politique collectiviste. Comment mettre ensemble tout ce monde? Une fois le trône détruit, la république espagnole serait un chaos à côté duquel le désordre actuel ne paraîtrait rien; la guerre civile et une nouvelle dictature militaire seraient le plus beau fruit du régime nouveau, et l'Espagne retournerait aux hontes et aux violences des plus sombres jours du XIX^e siècle. Une perspective aussi peu engageante à sans doute retenu maints hommes politiques « responsables » sur la pente du républicanisme, où maintenant dévalent surtout des « irresponsables » tels que les étudiants grévistes de l'Université de Madrid.

* * *

De cette incohérence de groupes et de tendances, que sortira-t-il? Si le prochain Parlement doit représenter fidèlement le pays, ou du moins le pays qui s'occupe de politique — fraction minime de l'Espagne — on prévoit dès à présent que ces Cortès ne seront pas viables. Il faudrait, pour y créer une majorité, renouveler les pressions électorales qui, autrefois, faisaient au mépris des lois la sécurité des gouvernements. Si l'on en revient aux procédés historiques et aux élections truquées, c'est le gouvernement au pouvoir à la veille du scrutin qui modèlera le Parlement à son image. Le général Berenguer a affirmé déjà son intention de présider lui-même aux élections avec son cabinet actuel. Dans la ligne de la tradition, cette situation préparerait un Parlement plutôt conservateur.

Seulement, il se fait que, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, chacun réclame en Espagne des élections sincères. L'essai n'en a pas encore été opéré; nul n'en saurait prévoir les résultats. On s'accorde à penser que de telles élections ne livreraient aucune majorité de droite ni de gauche, mais qu'elles décomposeraient le Parlement en une infinité de groupes dirigés par des hommes de second plan, bien plus aptes à empêcher les autres de gouverner qu'à veiller eux-mêmes aux intérêts fondamentaux du pays. Qu'en sortirait-il? Bientôt, sans doute, une dissolution et des élections forcées, qui ramèneraient, par la nature même des choses, une dictature déguisée. Le régime des partis tournants, basé sur des simulacres électoraux, n'était évidemment rien d'autre.

Un seul moyen semble capable de tirer l'Espagne du marasme qui lui rend impropre au régime démocratique. Puisqu'il n'y existe pas de partis vraiment populaires, c'est que les organisations d'intérêt professionnel, local ou régional, en mûrissant, viennent à acquérir un certain sens politique. Vue lointaine encore que celle-là; qui sait, cependant, si ce n'est point la vue de l'avenir?

En attendant, orateurs et *caciques* persévéreront dans le petit jeu d'aimantation et de répulsion réciproques qui tient lieu, en Espagne, de démocratie politique.

G. HOVOIS.

“ Histoire du monde „ du curé Pecquet

Avertissement au lecteur

Je publie ici des extraits d'une petite « Histoire du monde » due à la plume de l'abbé Lucien-Joseph Pecquet, curé de Bétaumont, en Ardennes.

Qu'on n'accuse pas mon vénérable oncle d'outrecuidance. Ce n'est pas lui, c'est moi l'auteur de cette publication. Tout homme sain d'esprit a dans la tête une histoire du monde plus ou moins développée. Pourquoi le curé Pecquet en serait-il plus dépourvu qu'un autre? Seulement, lui, il eut le goût et le loisir de la faire passer de sa tête sur le papier, et de là dans ses tiroirs, où moi, son neveu, je la retrouvai presque entière.

Je disais que nous possédons tous assez de connaissance pour avoir des vues particulières sur le développement de l'humanité. Nous sommes tous, à notre manière, historiens, penseurs et même un peu prophètes. Ministres, financiers, femmes du monde, instituteurs, journalistes, agriculteurs, apiculteurs et aviculteurs seraient, par conséquent, fort capables, avec du temps et quelques moyens littéraires, de rédiger un ouvrage du genre de celui que nous présentons au public. Chacun y mettrait sa marque particulière. On peut se demander qui s'approcherait le plus de la vérité et si l'avantage ne resterait pas à l'abbé Pecquet.

J'imagine un ministre voyant les choses de cette manière :

« Au commencement, Dieu créa le ciel et la terre. Des siècles s'écoulèrent, ensuite, pendant lesquels les institutions, les hommes, les animaux et les plantes passèrent par des fortunes diverses. Cela n'alla pas toujours tout seul. Moi-même dans les premiers temps de ma vie politique, j'eus mille difficultés à surmonter pour atteindre au rang que j'occupe à présent. Heureusement, les choses ont fini par prendre une meilleure tournure. Les pays et leurs gouvernants ne connaissent plus ces abus criants qui firent la honte des âges anciens. L'autre année, le gouvernement du Brésil me décora. Ma femme est l'amie intime de l'ambassadrice d'Australie. Hier encore, avec elle, nous présidions le banquet jubilaire des Ingénieurs-électriciens et, dans le discours que j'y prononçais, je saluais l'aurore d'une ère de prospérité telle que notre pays n'en connut jamais de semblable. Sans doute l'humanité fera-t-elle encore, de loin en loin, quelques pas en arrière. Il n'est pas jusqu'à l'ainé de mes garçons qui ne me donne parfois du fil à retordre. Mais, dans l'ensemble, le monde va de l'avant. Ma santé est bonne. Pour peu que je pousse ma chance, je deviendrai sûrement baron. Et sans doute, au jugement dernier, Dieu qui connaît les difficultés d'un homme d'Etat, puisque lui-même gouverne le monde, Dieu m'accordera une belle place en son paradis. Car, nous devons tous mourir ici-bas, les ministres comme les autres. La terre elle-même va vers sa fin. Il se peut, qu'après ma mort, le monde n'en ait plus pour longtemps. Qui, au surplus, oserait dire que ce fût un mal? »

Les vieilles personnes sont portées à donner à l'histoire du monde cette tournure en rapport avec leur fatigue :

« Autrefois, disent-elles, tout allait bien. Maintenant, tout va mal. Et dans l'avenir, rien n'ira plus. »

Un jeune cultivateur, qui a gardé des souvenirs de son école primaire et compte se marier le mois prochain, nourrirait des vœux plus optimistes :

« Les procédés aratoires des Eburons, pensera-t-il, témoignent bien l'ignorance et les ténèbres où crouissait jadis l'humanité.

Ces malheureux retournaient le sol avec des charrues en bois. C'est à Galilée, à Napoléon, à M. Ford et à nos dévoués instituteurs qu'on doit d'avoir vu les lumières se répandre en Ardenne. Nous ne croyons plus que la terre tourne autour du soleil; nous savons l'action bienfaisante des engrais chimiques; et les tracteurs automobiles ont ouvert une ère de progrès où les travaux agricoles s'accompliront de jour en jour plus facilement. »

Il y a aussi les femmes du monde qui ont entendu des conférences et lu des livres grâce à quoi elles pourraient fort bien situer Tout-Ank-Amou dans le temps, Ninive dans l'espace, Maurice Dekobra dans la littérature, et seraient à même de comprendre le passé, d'expliquer le présent et d'annoncer l'avenir.

Il y a encore saint Augustin, Lucrèce, Bossuet, H. G. Wells et les rédacteurs de « l'Histoire des Peuples » de la librairie Larousse qui sont allés jusqu'à mettre la main à la pâte en rédigeant des ouvrages soigneusement composés et d'un mérite fort divers.

Enfin, il y a le curé Pecquet, qui est mon parent et dont, par conséquent, je me suis toujours gardé de discuter le génie.

Son long ministère dans une paroisse ardennaise le conduisit à parler devant les auditoires les plus divers. Il fit d'innombrables catéchismes aux petits enfants de Bétaumont; il donna des leçons à l'école primaire et à l'école d'adultes, des sermons dans son église, des exhortations aux religieuses et aux mères chrétiennes, des causeries aux membres de la conférence de saint Vincent de Paul. Souvent il prit la parole devant la fanfare de la commune, et devant ses confrères du doyenné. Sans cesse il expliqua les choses divines et humaines à M. Burtombois, son chef de gare; au vicomte de Tivisse, son châtelain; à moi, son neveu, et à Léocadie, sa servante. Imitant saint Antoine de Padoue qui prêchait aux poissons, il lui arrivait même de philosopher tout haut en pêchant à la ligne dans l'Ourthe.

On ne s'étonnera pas que les genres littéraires les plus divers lui aient servi à développer les idées dont sa tête était pleine. Méditations, oraisons funèbres, dialogues, monologues, lettres, discours, canevas, syllabus et traités didactiques s'entassaient dans le tiroir réservé à son « Histoire du monde ». Quand ça lui chantait, il allait jusqu'à prêter une voix aux éléments, à son chien, à des chevaux, des arbres, des socialistes et au diable en personne. Il était homme à juger les découvertes de la préhistoire, le pontificat de Léon X ou l'activité de la Société des Nations en des sortes de télégrammes catégoriques qu'évidemment il n'envoyait pas et que je ne publierai pas non plus. Point davantage ne livrerai-je à la publicité les poésies, airs de musique et caricatures où s'exprimait la philosophie que mon bon oncle tirait de ses lectures et de son expérience. Le public se passera bien de cela pour aujourd'hui.

Étant trop complet, je craindrais au surplus d'augmenter l'ennui que les livres et les événements contemporains ne manqueraient sans doute pas déjà d'apporter au lecteur.

CHAPITRE PREMIER.

Où le curé Pecquet expose, dans sa leçon inaugurale à l'école d'adultes de Bétaumont, les événements qui se sont déroulés depuis la création du monde jusqu'à l'ère des Hilités inclusivement.

Je voudrais, mes chers amis, vous enseigner ce qui s'est passé depuis le moment où Dieu fit le ciel et la terre jusqu'au jour où nous sommes.

Ces leçons vous seront d'une grande utilité et je m'efforcerais tout en restant véridique, de ne les point rendre ennuyeuses.

Elles vous seront utiles parce qu'elles contribueront à vous donner la sagesse qui est, après la religion, le souverain bien. Une fois informés de ce qui est arrivé sur cette terre, vous aurez en effet l'esprit plus tranquille. Ayant compris que nos contem-

porains répètent des paroles et des gestes qui ont été accomplis par des milliards d'hommes avant eux, vous serez moins sujets que d'autres à ces emballements excessifs qui mènent aux déceptions, ce qui est une perte de temps, et vous deviendrez à même de prévoir l'avenir, ce qui aide ordinairement à bien agir dans le présent.

Je suppose que vous avez confiance en votre vieux curé. Je serais bien avancé, à mon âge, de vous induire en erreur. Sans compter le remords que j'en aurais et le châtement que j'en recevrais de Dieu, vous finiriez quelque jour par vous en aviser, et je perdrais alors votre amitié, qui fait mon principal bonheur en cette vie.

Après quoi de meilleur voulez-vous que je courre ici-bas? Sauf en piété où il reste toujours à faire, j'ai vraiment atteint, sur toute la ligne, le plus haut point où je puisse parvenir. Je ne m'attends pas qu'on me nomme comte du Pape, ni chanoine du chapitre, et il faudra bien que je m'arrange pour passer les jours qu'il me reste à vivre sans être décoré de l'ordre de Léopold.

Sur quelles compensations pourrais-je compter, si je n'espérais mourir couvert des bénédictions de mes paroissiens de Bétaumont? Je n'ai plus de parents, mes confrères sont trop jeunes, mon neveu ne m'écrit que des cartes postales, ma servante devient sourde, il ne me reste vraiment plus que vous. Mais, n'êtes-vous pas ma famille, mes enfants et mon héritage, comme dit l'Écriture? Passe encore pour d'autres de vous en conter par intérêt, légèreté, ou afin de se moquer de vous. Mon rôle est de vous instruire et aimer le mieux possible et, tant que je le puis, je ne veux laisser à personne le bonheur de s'en acquitter mieux que moi.

* * *

Envolons-nous donc, mes chers amis, sur l'aile de la science et de l'imagination, dans le système des mondes, et tâchons de nous représenter la place qu'y occupent respectivement l'humanité, notre pays, la paroisse de Bétaumont et enfin nous-mêmes.

Nos lointains ancêtres se figuraient la terre comme un plancher vert, étendu sous un plafond bleu où brillait le soleil, tel un fourneau rouge. Puis, l'on crut que la terre était ronde et immobile et que le soleil tournait autour d'elle pour la réchauffer en tous sens.

Ce fut l'abbé Nicolas Copernic qui découvrit, en 1543, qu'au contraire la terre tournait autour du soleil et, sur les instances du cardinal Schomburg, publia sa trouvaille dans un livre dédié au pape Paul III. Presque personne n'ajouta foi à cette nouvelle, sauf Galilée, cependant, à qui mal en prit, puisqu'un tribunal ecclésiastique le condamna pour cette opinion en 1633. Copernic et Galilée avaient toutefois raison. Heureusement pour lui, le premier était mort quand cette condamnation le frappa. Par contre, le second fut sommé de se rétracter, à quoi il consentit avec beaucoup de peine et de mérite. Le bon Dieu l'a sans doute récompensé au ciel de cet acte d'humilité. Quant à ses juges, pour prix de leur légèreté et entêtement, il y a des chances qu'ils soient tournés en dérision par les anticléricaux jusqu'au jugement dernier. Ceux-ci profitent de l'occasion pour crier que l'Église est ennemie de la science, et il est vrai que les théologiens se sont mêlés cette fois-là de ce qui ne les regardait pas. Mais ils ont été appris par cette mésaventure et on ne les reprendra plus à trancher dans les questions de mécanique et d'astronomie où ils sont incompétents. Au reste, à cette histoire près, l'Église encourage tous les vrais savants et je suis heureux de saluer en l'abbé Nicolas Copernic, mon confrère polonais du XVI^e siècle, le maître de Galilée et de tous les astronomes modernes.

Pour nous en remettre à ces derniers qui y sont allés voir, nous nous représenterons le soleil comme une grosse boule de flammes

mesurant 1,392,000 kilomètres de diamètre et qui tourne, à une distance de 149 millions de kilomètres, autour de la terre qui est une petite boule mesurant seulement, de son côté, 13,000 kilomètres de diamètre.

(A suivre.)

OMER ENGLEBERT.

Le projet de la personnification civile de l'Université catholique de Louvain en 1841-1842⁽¹⁾

La réponse de l'archevêque de Malines déplut profondément à Rome. Le cardinal secrétaire d'Etat exprima son mécontentement à l'internonce en lui en envoyant une copie (2). Mgr Stercx paraissait vouloir, malgré les ordres formels du Saint-Siège, continuer son système de tergiversations et s'en tenir à la politique arrêtée avec Mgr Capaccini dont l'attitude en Belgique avait d'ailleurs reçu un blâme à Rome (3).

Les efforts de l'internonce pour amener le retrait de la proposition paraissaient cependant en bonne voie lorsqu'un incident faillit tout remettre en question. Le journal *Le Fanal*, qui passait pour être l'organe du ministère, publia, le 7 janvier, un article affirmant que, malgré les assertions contraires de MM. Dubus et Brabant, ces membres du parlement seraient obligés d'abandonner leur proposition, parce que le Saint-Siège l'avait désapprouvée, parce qu'il la regardait comme inopportune et parce qu'il en exigeait le retrait. En même temps, ce journal se livrait à une censure amère de la conduite tenue en Belgique par Mgr Capaccini.

Cette nouvelle parut au public une communication officielle (4), ce qui envenima l'affaire. Une polémique de presse s'ensuivit. Les journaux libéraux s'empressèrent d'exploiter dans leur intérêt l'indiscrétion du *Fanal*.

L'*Observateur* expliqua à sa manière les vues de la Cour de Rome. Il voulut découvrir dans l'opinion émise par le Saint-Siège une victoire du parti libéral sur le parti catholique. Il attribua à l'énergie de l'opposition libérale, l'ajournement de la motion Dubus-Brabant et l'exhorta à conserver son attitude en vue des élections de 1843. Il alla jusqu'à attribuer au Saint-Père une communauté d'idées avec l'opposition et il défia MM. Dubus et Brabant d'obéir aux ordres de Rome sans se mettre en contradiction avec eux-mêmes.

L'action pacificatrice de Mgr Fornari se trouva considérablement entravée par de tels articles.

« L'indiscrétion du *Fanal*, dit-il au chargé d'affaires d'Autriche, a failli compromettre le résultat de mes démarches en faveur du retrait de la proposition Dubus-Brabant. Mgr l'Archevêque et M. l'abbé de Ram, tout en déclarant leur soumission à la volonté du Saint-Siège, ont laissé entrevoir que les deux députés, blessés par la publicité qu'on a donnée aux ordres de Rome, et provoqués par les libéraux, refuseront probablement de retirer leur proposition pour ne pas avoir l'air de céder aux exigences des libéraux. Si ces messieurs avaient persisté dans leur refus, il ne me serait resté d'autre moyen que de forcer les évêques à révoquer solennellement la pétition collective qu'ils ont adressée à la Chambre en faveur de l'Université catholique; mais une division dangereuse dans le parti catholique aurait été la suite de cette mesure. Le Saint-Siège a le droit d'exiger cette révocation et comme chef spirituel des évêques et comme protecteur de l'Université qui doit son existence légale à un bref du Pape. La pétition des évêques

une fois retirée, la proposition de MM. Dubus et Brabant aurait manqué de base et serait tombée d'elle-même (1). »

Mgr Fornari ne fit pas mystère à MM. Dubus et Brabant de la politique arrêtée dans son esprit pour le cas où ils auraient persisté dans leur refus de retirer leur projet de loi. Ils ne voulurent pas être la cause de divisions dans leur parti. Après une réunion de plusieurs membres de la droite catholique où la question du retrait fut vivement débattue, et « après bien des hésitations, dans lesquelles l'amour-propre, les intérêts privés, et, il faut bien l'avouer, aussi le zèle religieux ont eu leur part », on décida de se « soumettre sans restriction à la volonté du Saint-Siège » (2).

M. Brabant se rendit à Malines pour s'entendre avec le Cardinal au sujet de l'envoi au président de la Chambre des représentants d'une lettre par laquelle l'épiscopat retirerait la demande adressée au parlement pour obtenir la personnification civile de l'Université de Louvain.

Le Président de la Chambre des représentants donna lecture de cette lettre dans la séance du 15 février. Immédiatement après cette lecture, M. Dubus se leva pour notifier à la Chambre le retrait par lui et son collègue M. Brabant du projet de loi dû à leur initiative, ce projet étant devenu sans objet à la suite de la déclaration des évêques.

Le 11, le cardinal Stercx avait déjà notifié au cardinal secrétaire d'Etat la décision des deux députés.

M. Nothomb montra de l'issue donnée à l'affaire une satisfaction complète. Au cours même de la séance du 15 février, il écrivit un billet au chargé d'affaires d'Autriche pour lui faire part de ce qui venait de se passer. Le soir même, il rencontra le diplomate autrichien. « M. le ministre de l'Intérieur », écrit le 16 février M. de Handel au prince de Metternich, « m'a chargé d'être auprès de V. A. de nouveau l'interprète des sentiments de la reconnaissance dont il est pénétré pour l'intérêt que, dans cette affaire, vous avez accordé, mon Prince, au gouvernement belge; Mgr Fornari, de son côté, m'a exprimé la même gratitude envers V. A. pour l'appui qu'Elle a daigné lui prêter en cette circonstance. M. Nothomb m'a parlé avec un véritable enthousiasme des services signalés que l'internonce a rendus à la Belgique à la cause de l'ordre et de la paix. » « Il s'est admirablement conduit, m'a dit le ministre, il a sauvé la Belgique pour vingt-cinq ans. » « En effet, tout ce qu'il y a en Belgique d'hommes modérés, sincèrement catholiques et attachés à un état des choses basé sur des principes d'ordre et de légalité, est unanime à applaudir à la conduite sage et courageuse dont l'internonce a fait preuve dans le cours de cette épineuse négociation. Les difficultés que Mgr Fornari a eu à vaincre ont été graves et dangereuses pour sa situation personnelle. »

Cette dernière appréciation semble empreinte d'une forte exagération. A aucun moment, la situation personnelle de Mgr Fornari ne paraît avoir été mise en danger. Le seul inconvénient de cette affaire pour lui fut une réelle brouille, il l'a reconnu expressément, survenue entre l'épiscopat belge et lui et de lui faire sentir la nécessité d'un changement plus ou moins prochain de poste, son influence sur les évêques belges étant devenue nulle. Les honneurs et les hommages qu'il reçut au moment de sa victoire et l'espoir d'obtenir, grâce aux hautes protections qu'il s'était acquises, une mission près d'une des grandes Cours européennes, atténuaient sans doute pour lui les regrets que dut lui causer cette mésintelligence.

Le baron de Handel, le chargé d'affaires d'Autriche, se faisait illusion lorsqu'il écrivait à Metternich le 18 mars :

« Pour ne pas blesser la susceptibilité de l'épiscopat, pour ne pas compromettre l'influence salutaire que le Saint-Siège doit exercer, par son organe diplomatique sur le clergé belge, il a fallu beaucoup de modération après la victoire. C'est dans cette intention que S. M. le Roi a fait exprimer au cardinal archevêque de Malines toute sa reconnaissance pour l'esprit de conciliation dont l'épiscopat a fait preuve en retirant sa pétition adressée aux Chambres en faveur de l'Université catholique. C'est ainsi que Mgr Fornari a pris à tâche de représenter le retrait de la susdite proposition comme un acte spontané de l'épiscopat, comme un hommage du patriotisme du clergé belge. C'est dans ce but enfin que M. Nothomb a fait déclarer, par la voie d'un journal ministériel, que tous les hommes d'ordre doivent savoir gré au sacrifice que l'épiscopat belge a fait à l'union de toutes les opinions modérées. »

(1) Voir la *Revue catholique* des 5, 12, 19 et 26 septembre.

(2) Mgr Fornari ne la reçut que le 15 février.

(3) Dietrichstein à Metternich, 4 janvier 1842.

(4) MM. Nothomb et de Briey, ce dernier ministre des Affaires étrangères, affirmèrent être complètement étrangers à l'article du *Fanal*.

(1) Handel, chargé d'affaires *ad interim* d'Autriche, à Metternich, 19 janvier 1842.

(2) Idem.

Les déclarations de l'interne ne pouvaient tromper personne. Lui-même, par ses confidences, avait mis trop de personnes au courant du véritable état des choses, pour que l'on pût donner pleine foi à ses assertions actuelles. Les indiscretions du *Fanal*, dont il était bien un peu responsable et la polémique des journaux autorisaient le public à douter du désintéressement spontané de l'épiscopat belge.

* * *

Un nouvel article de journal devait raviver les querelles sur cette question et provoquer en même temps un incident diplomatique.

La *Gazette d'Etat de Prusse*, journal soumis à l'autorité du cabinet de Berlin, publiait une correspondance datée de Bruxelles du 20 février où elle louait la conduite de l'interne dans la question de la personification civile; elle affirmait en même temps l'existence de divergences de vues entre le délégué du Saint-Siège et le haut clergé belge, prétendant que, notamment, dans l'intérêt de la religion, Mgr Fornari repoussait diverses prétentions de ce clergé et que le Saint-Siège partageait son opinion sur la situation de la Belgique (1).

La publication de cet article consterna l'interne. « Mgr Fornari a vu avec chagrin, écrit M. de Handel le 18 mars 1842, que cet article, en jetant la désunion entre lui et l'épiscopat, devait porter atteinte à l'influence qu'il exerce sur le clergé en faveur de la modération des esprits et d'un ordre de choses bien réglé ».

Le diplomate pontifical s'attacha à obtenir des journaux catholiques le silence sur l'article de la *Gazette d'Etat*. Il y parvint jusqu'au moment où la presse libérale s'en empara pour s'en faire une arme de guerre contre le clergé. Le *Journal de Bruxelles* ne crut plus pouvoir garder alors le silence. Dans un premier article publié le 12 mars, il affirma que le dissentiment entre Rome et les évêques belges avait porté uniquement sur une question d'opportunité et avait laissé intacte l'unité de vues sur les questions de principe.

La légation d'Autriche, toujours attentive aux mouvements d'opinion suscités en Belgique, signalait immédiatement à Metternich « l'effet pernicieux que doit produire en Belgique toute ingérence, même indirecte, de la gazette semi-officielle prussienne dans les affaires religieuses de ce pays ». Et elle ajoutait : « Quiconque connaît les sentiments catholiques de la Belgique et son peu de sympathie pour les vues religieuses de la Prusse pouvait facilement prévoir le mauvais effet que devait produire l'article susmentionné de la *Gazette d'Etat* (2) ». En outre, selon elle, un article de ce genre devait inévitablement « contrecarrer les efforts de la Cour de Rome à nourrir l'esprit de modération dans le sein du parti catholique belge ».

Heureuse peut-être de la polémique entre journaux belges provoquée par son article, la *Gazette d'Etat* s'empressait de recidiver. Elle attribuait à M. Nothomb le projet de faire présider les jurys d'examen dans les universités par un commissaire royal ayant le droit de vote et dans un troisième article s'exprimait « d'une manière inconvenante (3) » sur une décision de la Congrégation de l'Index prise au sujet de deux ouvrages de professeur de l'Université de Bruxelles. En outre, elle maintint sa relation sur le retrait de la proposition Dubus-Brabant, relation basée, disait-elle, sur des sources authentiques. Enfin elle revint sur la désapprobation dont l'interne, agissant sur les ordres du Saint-Siège, aurait frappé les prétentions émises par le clergé à propos du projet de loi sur l'instruction primaire (4).

A nouveau, le *Journal de Bruxelles* riposta. Il le fit vigoureusement (5) dans son numéro du 27 mars. Il laissa entendre que les articles publiés par la *Gazette d'Etat* faisaient partie d'un programme de propagande protestante et il mit en cause le baron d'Arnim.

« M. d'Arnim, ministre de Prusse à Bruxelles, écrit le journal bruxellois, n'aurait-il pas averti la *Gazette d'Etat* de se mettre en garde contre les étranges communications de ses correspondants, ainsi que nous l'y avons engagé, pour l'honneur de son gouvernement? Nous sommes portés à le croire. M. d'Arnim a déjà assez de soucis à Bruxelles, où il passe tout s'occuper de politique reli-

gieuse au point que les catholiques s'en inquiètent et que les vieux protestants s'en scandalisent... »

« M. d'Arnim voue un intérêt particulier à une nouvelle *église évangélique chrétienne*, dite du boulevard de l'Observatoire à Bruxelles, et se qualifiant de *fraction de la grande famille protestante*, église qui n'étant pas en communion avec l'église protestante établie en Belgique, cherche à se faire reconnaître par le gouvernement belge. Au moyen de cette reconnaissance elle espère sans doute suppléer au caractère d'orthodoxie qu'elle n'a pas aux yeux de l'église établie, et se créer ainsi un titre à un subside sur le budget de l'Etat. Les vieux protestants ne manquent pas de faire entendre des plaintes sévères sur le compte de M. le ministre de Prusse, pour l'appui qu'il prête à la nouvelle église, qu'ils accusent eux-mêmes de faire de la propagande parmi les catholiques, accusation dans laquelle M. d'Arnim se trouve donc enveloppé. Nous en sommes fâchés pour M. le ministre de Prusse, qui perd plutôt qu'il ne gagne en considération en agissant ainsi. M. d'Arnim remplirait mieux les intentions de sa Cour s'il s'efforçait de concilier les intérêts industriels et commerciaux de deux peuples voisins dont les vœux à ce sujet se sont manifestés en différentes occasions. »

Cette polémique suscite de vives critiques de la part de la légation d'Autriche. Toujours portée cependant à défendre le point de vue prussien, elle blâme sévèrement cette fois l'attitude de la *Gazette d'Etat*. Le rapport que le chargé d'affaires impérial adresse à ce sujet à son gouvernement est caractéristique de l'importance attachée à cette époque à l'incident :

« Deux questions, écrit Handel le 31 mars, ont été appelées, en première ligne, à décider de l'existence du ministère, de l'issue des élections en 1843, de la conservation de l'opinion catholique et de l'avenir politique de la Belgique. Ces deux questions étaient : 1^o le retrait de la proposition Dubus-Brabant et 2^o l'adoption d'un projet de loi sur l'instruction... La première de ces deux questions a été résolue d'une manière satisfaisante... la seconde question est encore pendante... Sa solution n'est possible que sous deux conditions : d'abord que le ministère soit en harmonie avec le parti catholique et puis que celui-ci écoute la voix conciliante du représentant du Saint-Siège. Or l'article de la *Gazette de Prusse* a compromis longtemps, sinon rendu impossible, la réalisation de ces deux conditions *sine qua non*.

« En déclarant tenir de source authentique que le ministère avait le projet de remplacer, par un commissaire royal, le jury d'examen, la *Gazette de Prusse* a jeté l'alarme dans le camp catholique qui, dans une pareille innovation, voit un danger pour l'objet de sa plus grande affection, pour l'université de Louvain; cette gazette a paralysé l'influence de l'interne en faveur du projet ministériel, en représentant ce diplomate et sa Cour comme adversaires des prétentions catholiques.

« Ainsi donc, la *Gazette d'Etat* a ressuscité et envenimé l'affaire de la personification civile de l'Université de Louvain...; en outre, elle fera probablement échouer la disposition la plus essentielle du projet ministériel concernant la réorganisation de l'instruction.

« Faut-il désespérer pour cela de la cause publique? Je ne le crois pas, car le temps porte remède à tous les maux. Mais le fait est que M. Nothomb est vivement affecté de l'embarras que la feuille prussienne lui a suscité; qu'il en est d'autant plus peiné qu'il ne cache pas que l'opinion catholique ne le soutient que par nécessité et que l'indiscrétion de la *Gazette d'Etat* a éveillé contre lui toute la méfiance du parti clérical.

« Que la Belgique soit calme et tranquille, c'est ce que la Prusse veut; remuer les passions religieuses, c'est ce que la *Gazette d'Etat* fait.

« Que l'opinion catholique soit une barrière contre les envahissements des idées françaises, c'est ce que la Prusse veut; offenser, repousser cette opinion, c'est ce que la *Gazette d'Etat* fait.

« Que cette opinion soit modérée et dirigée par l'influence salutaire du Saint-Siège, c'est ce que la Prusse veut; paralyser cette influence, c'est ce que la *Gazette d'Etat* fait.

« Qu'elle ait un ascendant prépondérant sur la marche politique de la Belgique, c'est ce que la Prusse veut; compromettre la position du représentant de son gouvernement, c'est ce que la *Gazette d'Etat* fait.

« L'existence du ministère minée, l'influence de l'interne paralysée, la position du représentant de la Prusse gâtée, voilà les fruits que porte l'arbre de la semi-liberté de la presse. »

D'après M. de Handel, le baron d'Arnim, « sauf quelques nuances

(1) Handel à Metternich, 18 mars 1842. — *Journal de Bruxelles* du 12 mars 1842.

(2) Handel à Metternich, 18 mars 1842.

(3) *Journal de Bruxelles* du 27 mars 1842.

(4) Handel à Metternich, 31 mars 1842.

(5) « Une réponse forte et inconvenante », écrit Handel à Metternich le 31 mars 1842.

religieuses », aurait été d'accord avec lui sur les effets désastreux de la campagne entreprise par la *Gazette d'Etat* et il aurait écrit à Berlin pour empêcher à l'avenir l'insertion « d'articles aussi compromettants » dans ce journal.

La presse libérale, et notamment l'*Observateur*, organe des libéraux avancés, croyait devoir prendre la défense du baron d'Arnim et profitait de l'occasion pour attaquer vivement le parti ainsi que la presse catholiques. Cette intervention irritait le débat. Pressés par le baron de Handel, M. Nothomb et Mgr Fornari promettaient de peser sur le *Journal de Bruxelles* afin d'obtenir son silence. Mgr Fornari ne dissimulait cependant pas la nécessité pour lui d'agir avec beaucoup de circonspection, « dans un moment où les malveillantes insinuations de la *Gazette d'Etat* lui avaient aliéné les esprits et créé des embarras (1) ».

Le *Journal de Bruxelles* refusa de se taire (2) et, répondant à l'*Observateur*, attaqua à nouveau la propagande protestante attribuée au baron d'Arnim (3).

Le diplomate prussien méritait-il les reproches que lui adressait le *Journal de Bruxelles*.

Il semble avoir voulu exercer en Belgique, avec un zèle trop ardent, la mission de propagandiste protestant en même temps que celle de ministre de Prusse. Les faits de prosélytisme que lui reprochait le *Journal de Bruxelles* paraissent avoir été réellement accomplis. « Je crois pouvoir vous assurer, écrivait, le 30 avril 1842, le général Willmar, ministre de Belgique près Sa Majesté prussienne (4), qu'il (M. de Bülow, ministre prussien des affaires étrangères) n'est pas éloigné d'admettre les faits, en dehors de toute polémique, qui sont attribués à M. d'Arnim. Quant aux membres du Corps diplomatique, depuis que les journaux se sont occupés de cette affaire, tous ceux qui m'en ont parlé se sont accordés pour trouver les faits aussi vraisemblables qu'inconvenants. »

Des témoins de l'activité déployée en Belgique par le ministre de Prusse donnent des appréciations et des détails précis sur son caractère non moins que sur les buts qu'il poursuivit dans notre pays.

Dès le 13 mai 1841, avant que n'eût éclaté la querelle au sujet de la personification civile de l'Université de Louvain, le comte de Dietrichstein signale au prince de Metternich l'antipathie de M. d'Arnim contre l'Eglise romaine et ses préjugés envers le catholicisme « dont il confond les écarts dans un moment d'effervescence avec l'opinion catholique qui constitue le véritable élément conservateur en Belgique ». Le même diplomate écrit encore le 23 juillet suivant : « M. le baron d'Arnim est, je n'en doute pas, un diplomate professant les principes politiques les plus corrects. Mais ces principes, dans leur application aux affaires belges, prennent souvent une couleur tout opposée à ce qu'ils devraient paraître ici. Cela s'explique, je crois, par les deux mobiles qui font agir

(1) Handel au prince de Metternich, 1^{er} avril 1842.

(2) « Il est évident, écrit le baron de Handel dans son rapport du 1^{er} avril 1842, pour quiconque connaît la susceptibilité religieuse du parti catholique belge, que la question qui vient d'être agitée au grand jour de la publicité est, sous tous les rapports, une des plus fâcheuses qui aient pu surgir dans le moment actuel. »

(3) Dans son numéro du 1^{er} avril 1842, le *Journal de Bruxelles* écrivait : « S'agit-il de signaler un personnage doublement étranger et à notre pays et à notre culte, notoirement connu dans la société de Bruxelles pour faire de la propagande protestante, et usant à cet effet d'une position politique élevée, vous voyez aussitôt le vieux libéralisme se prendre d'un grand zèle pour la défense de ce personnage. Il n'en serait pas de même si M. d'Arnim, diplomate catholique, se conduisait comme il se conduit en sa qualité de diplomate évangélique... Autre comparaison. Supposons que le représentant d'une puissance catholique, accrédité près la Cour de Berlin, agisse comme M. d'Arnim à Bruxelles. Indubitablement, il provoquerait le veto du gouvernement prussien. Nous devons rappeler que les membres de l'église protestante établie en Belgique et reconnue par le gouvernement se plaignent eux-mêmes de M. d'Arnim; ils ne le ménagent pas dans leurs discours, pour l'appui qu'il donne à une nouvelle église bâtarde, dite du boulevard de l'Observatoire, église à laquelle ils ne reconnaissent pas de caractère orthodoxe, et qu'ils accusent de faire de la propagande parmi les catholiques avec lesquels ils veulent vivre en bonne harmonie. A propos de la question qui nous occupe, le vieux libéralisme nous accuse d'étendre nos investigations jusque sur la conduite privée d'un membre du Corps diplomatique, de ne pas respecter l'inviolabilité de son caractère dans le domaine de sa conscience; et la grave conséquence que le libéralisme en tire est celle-ci : au risque d'indisposer contre nous les Puissances. Voudrait-on dire que les Puissances vont se coaliser pour venger M. d'Arnim? Mais M. d'Arnim lui-même ne prendra pas ce langage au sérieux. Les Puissances ont d'autres intérêts à surveiller pour prendre la mouche à propos d'une affaire de sacristie dans laquelle on reproche à M. le ministre de Prusse de tripoter... M. d'Arnim n'a pas été envoyé par sa Cour en qualité de propagateur de nouveautés religieuses. »

(4) *Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères, à Bruxelles, Prusse, t. VI, n° 195.*

cet envoyé et qui faussent son jugement. C'est en premier lieu son protestantisme zélé, respectable comme toute croyance religieuse sincère, mais qui l'impressionne d'avance contre tout ce qu'il croit émaner du parti prêtre. C'est ainsi — anomalie curieuse dans le représentant d'une Puissance conservatrice — qu'il regrette le dernier changement de ministère en Belgique; que, tout en n'osant pas, par une pudeur d'honnête homme bien explicable, prôner MM. Lebeau et consorts, il persécute cependant de ses sarcasmes et de ses accusations et suppositions gratuites la plupart des membres du cabinet actuel. Les commérages qui abondent à Bruxelles ont encore exagéré les sympathies supposées à M. d'Arnim pour le dernier et ses antipathies pour le présent ministère. Le Roi lui-même m'en paraît affligé et les ministres belges, à l'exception de M. Nothomb, éprouvent un certain éloignement pour M. d'Arnim dans lequel ils croient voir un ennemi. Le second mobile, qui influence les errements de ce ministre, est son désir d'étendre autant que possible l'influence et la puissance commerciale et par là la politique de sa Cour. Il me pousse sous ce rapport constamment à me joindre à ses efforts en mettant en avant la commune patrie allemande et les dangers des empiètements de la France ».

Lorsque l'article de la *Gazette d'Etat de Prusse* troubla l'opinion publique, le baron de Handel, chargé d'affaires d'Autriche pendant un congé du comte de Dietrichstein, confirme et complète les opinions de ce dernier dans un long rapport daté du 14 avril 1842.

« Les deux grands mobiles, écrit-il à Metternich, qui font agir M. le baron d'Arnim sont : le protestantisme zélé, la haine du catholicisme, et puis le désir immodéré d'augmenter la prépondérance politique de la Prusse par des liens commerciaux entre ce pays et ses voisins.

« M. le Ministre de Prusse, dès son arrivée à Bruxelles, fit jouer ces deux ressorts de son action; mais, loin de s'entr'aider dans une machine constituée comme la Belgique, ils se seraient infailliblement brisés l'un contre l'autre dans un avenir plus ou moins rapproché, si le voyage du roi de Prusse n'avait pas contribué à amener l'explosion plus tôt que M. d'Arnim ne l'attendait.

« Il est un axiome reconnu par tout le monde que le parti belge, dit catholique modéré, est l'élément national de la Belgique, le parti qui préserve ce pays contre l'invasion des idées françaises, représentées ici par l'opinion libérale.

« Il n'y a guère que M. d'Arnim qui ait eu de la peine à se persuader de cette vérité.

« La Belgique, repoussée par la France dans ses propositions commerciales, fit semblant de se jeter dans les bras de l'Allemagne et M. d'Arnim, en se faisant illusion sur la valeur des paroles, rêvait déjà la reconstitution du cercle de Bourgoigne.

« Le ministre de Prusse se trouva dans cette disposition d'esprit, lorsque le voyage du Roi son maître par la Belgique et le brillant accueil qu'on y fit à Sa Majesté, vint imprimer un nouvel élan à l'imagination de ce diplomate et le décida à déployer franchement la bannière que jusque-là il avait cachée dans sa tente et qui porte en grandes lettres : Union Commerciale, Union Protestante sous le Protectorat de la Prusse!

« Je ne sais si le zèle exagéré et la franchise dans la poursuite de ses desseins, ont été le fruit de la vivacité personnelle de M. d'Arnim, ou bien le produit de son entrevue à Ostende avec le Roi son maître et M. Bunsen (1). Peut-être que, poussé par son imagination, M. le ministre a influencé le conseil de son Souverain et qu'ensuite il a exécuté, avec un peu trop de précipitation, les instructions qu'il aura rapportées d'Ostende.

« Le fait est que l'activité que ce diplomate a développée pour la cause protestante en Belgique coïncide singulièrement avec les missions religieuses que son cabinet envoie en Angleterre et dans d'autres parties du monde. »

« Après des considérations sur le projet d'union douanière poursuivi par M. d'Arnim et le rôle qu'on semble vouloir faire jouer à l'Autriche dans cette affaire afin d'y attirer les catholiques belges, le diplomate autrichien poursuit :

« Il existe à Bruxelles un synode protestant, chargé de la direction des affaires ecclésiastiques protestantes dans le pays et présidé par M. Vent, chapelain du Roi.

« Plusieurs autres sectes protestantes se sont établies à côté de cette mère Eglise, laquelle ne reconnaît pas l'orthodoxie de ses enfants dénaturés.

(1) Ministre de Prusse à Londres.

» Parmi les ministres desservant les Églises se trouve le nommé M. Boucher, Français de naissance et apostat catholique.

» M. d'Arnim a trouvé dans cet homme, d'un talent supérieur, le prophète de la véritable foi protestante à sa guise, peut-être aussi un instrument docile aux velléités prusso-protestantes. Il entra en relations intimes avec M. Boucher et le présenta à Ostende au Roi son maître. De plus, le représentant de la Prusse se plaça à la tête d'un comité dont le but est de réunir, à l'instar de ce qui se passe en Prusse — et probablement aussi sous la protection de cette puissance — les différentes sectes protestantes en Belgique et d'amener, de cette façon, une réunion suffisante de coreligionnaires pour obtenir un subside du gouvernement.

» En acceptant la présidence de ce comité, M. d'Arnim heurta les anciens protestants belges et irrita les catholiques qui accusèrent M. le ministre de Prusse de prosélytisme.

» Le mécontentement des deux partis religieux exaltés fut en son comble lorsque l'article de la *Gazette d'Etat* produisit l'explosion.

» M. le baron d'Arnim s'est fait illusion sur la force de sa position en lâchant la bride à son zèle protestant; aujourd'hui qu'il en voit la triste conséquence, il nie toute participation aux menées protestantes, à l'exception de la présidence du comité, dont le procès-verbal a été imprimé et dans lequel M. le ministre de Prusse a déclaré que les résolutions de l'assemblée seront portées à la connaissance du gouvernement.

» M. le baron d'Arnim part du point de vue que, dans un pays où il y a séparation et indépendance complète entre l'Église et l'État, il devait être facultatif à un diplomate étranger d'intervenir dans les affaires de l'Église, sans que, pour cela, sa position officielle vis-à-vis de l'État et du gouvernement puisse être compromise.

» Les feuilles catholiques acceptent cette distinction, mais elles répandent leur fiel sur l'individu protestant qui, en vérité, est inséparable du représentant de Prusse.

» La distinction que M. d'Arnim fait, lorsqu'elle tourne à son profit, il ne l'admet pas quand elle lui est préjudiciable.

» M. le ministre de Prusse, se rêvant au pinacle de son influence politique et religieuse, fut péniblement réveillé par l'anathème lancé contre lui par le *Journal de Bruxelles*.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur la valeur de cette critique des agissements du baron d'Arnim par une légation toujours attentive jusque-là à soutenir la politique suivie en Belgique par les diplomates prussiens (1).

A. DE RIDDER,
Conseiller historique
du Ministère des Affaires étrangères.

(A suivre.)

(1) Nous croyons intéressant pour nos lecteurs de reproduire ici les conclusions que le baron de Handel donne à sa longue dépêche du 14 avril 1842 :

» Avant pris la liberté d'exposer très respectueusement à Votre Altesse, dans le précédent, les faits tels qu'ils se sont passés, je Vous prie, Mon Prince, de me permettre d'ajouter peu de mots à mon très humble rapport, du 31 mars, concernant les conséquences que la conduite du ministre de Prusse et des imprudents articles de la *Gazette d'Etat* ont amenées.

» Dans la Belgique, ce rempart du catholicisme, la religion catholique, pour qu'elle ne dégénère pas dans une extravagance politique, a besoin d'être tempérée, d'être guidée par l'influence modératrice du Saint-Siège.

» La supposition, vraie ou fautive, que le représentant d'une grande Puissance voisine de la Belgique protège dans ce pays la religion protestante a provoqué une réaction catholique.

» En présence d'un danger, imaginaire peut-être, les catholiques zélés et le beau sexe se sont cotisés pour travailler contre les efforts du protestantisme et il est difficile à prévoir où s'arrêtera l'élan provoqué dans ce sens.

» La rencontre entre le *Journal de Bruxelles* et la *Gazette d'Etat*, ces deux champions du catholicisme et du protestantisme, a éloigné le parti catholique de l'Allemagne et rapproché ce parti de la France à mesure qu'il se méfie des intentions anticatholiques de la Prusse.

» J'ai la satisfaction de pouvoir assurer à Votre Altesse que M. Nothomb et sir Hamilton Seymour partagent ma manière de voir sur les conséquences politiques que ces querelles religieuses doivent avoir pour la Belgique. Aussi le ministre d'Angleterre s'est-il constamment tenu éloigné de tout ce qui concerne les affaires religieuses du pays où il est accrédité...

» Je me trompe peut-être et Votre Altesse en jugera dans Sa haute sagesse, mais je n'ai pas pu m'empêcher de trouver une coïncidence frappante entre la conduite de M. le ministre de Prusse en Belgique et les démarches que sa Cour fait ailleurs pour propager le protestantisme, pour le prendre sous son protectorat, pour l'exploiter dans son intérêt politique... L'union douanière s'arrête à la frontière de l'Allemagne, l'union protestante va au delà des limites de la confédération!

» Ma conjecture qu'il y avait quelque chose de plus que le hasard entre les procédés de M. le baron d'Arnim et les projets de sa Cour n'a pas pu être ébranlée parce que, aujourd'hui que l'essai a manqué, on veut bien représenter les tentatives du ministre de Prusse en faveur du protestantisme comme un fait isolé, comme un effet de son zèle particulier.

Les idées et les faits

Chronique des idées

Adieux à l'Exposition

de l'Art Flamand Ancien

Elle va inexorablement fermer ses portes ce dimanche 5 octobre et nous ne pouvons nous en arracher sans la saluer une dernière fois de toute notre gratitude et de toute notre admiration. Nous sommes de ceux qui ne reverront plus jamais un tel rassemblement de chefs-d'œuvre que seul le premier retour séculaire de la Belgique indépendante a pu réaliser.

Au reste, nos mélancoliques regrets, à la veille de la grande dispersion, s'adouissent à la pensée des durables bienfaits d'une telle Exposition que la publication annoncée du *Trésor de l'Art flamand* par la maison Van Oest prolongera en quelque manière.

Les milliers et les milliers de visiteurs qui n'ont pas désigné les salles de la section de peinture ont assurément pris conscience de l'incomparable prestige que l'école flamande, dont l'Europe entière s'est disputé les artistes, a fait rejaillir sur la Belgique classée, à ce titre seul, parmi les grandes nations. Et l'évidence de ce fait s'accroît singulièrement, si l'on considère que la couronne d'art dont la Belgique est ceinte porte deux autres fleurons encore qui rivalisent avec celui de la peinture, à savoir ceux de la sculpture et de l'orfèvrerie, attachés à son diadème par la Wallonie. Aussi bien, reine glorieuse dans l'empire des beaux-arts, elle recevait naguère l'hommage significatif des nations étrangères au Congrès

international de l'histoire de l'art qui lui fit une part si large dans ses travaux. Nous ne croyons pas céder ici à un sentiment de puérile vanité, en constatant que pendant trois siècles nous avons sur ce terrain éclipsé la France et balancé l'Italie. Nous prenons nos avantages, nous réclamons la place qui nous est due, nous rendons grâce, au Ciel, qui dispense ses dons avec une souveraine indépendance, nous reconnaissons ce que proclamaient les murs de l'Exposition anversoise et l'Exposition liégeoise de l'église de Félinne : c'est que nous sommes largement redevables de notre hégémonie artistique à la Religion qui féconda nos plus grands génies. Il importe que tous les Belges acquièrent la juste compréhension de leur véritable gloire, faite de l'apport de deux cultures, et qu'ils puisent dans cette conviction réfléchie le légitime orgueil national, l'attachement redoublé à la Patrie une et indivisible. On nous a trop souvent reproché notre esprit de clocher, incapable de dépasser la commune ou le parti, pour que nous ne nous réjouissons pas à la vue de ce réconfortant spectacle : tous les Belges, communiant dans la religion de l'art, se retournant avec enthousiasme vers un glorieux passé, se sentant dès lors plus fiers, plus grands, plus unis, en un mot plus spécifiquement Belges.

Que de fois, au cours des visites à l'Art ancien, Flamands et Wallons, catholiques ou incroyants se sont rencontrés dans une commune admiration devant un tableau de sainteté de quelque maître flamand! Et comme on s'enorgueillissait, quels regards de satisfaction patriotique on échangeait en se rendant compte de la provenance de tant de chefs-d'œuvre qui font l'illustration des Musées de Paris, Londres, Copenhague, Madrid, Berlin, Lisbonne, Florence, Padoue, Gènes, Urbino et tant d'autres.

Ils étaient donc connus par le monde, nos artistes, ils sillonnaient l'Europe, on les recherchait partout et partout ils ont fait resplendir la grandeur de notre patrie.

Je pense tout de même que si nos délégués à la Conférence de Versailles avaient été plus profondément pénétrés de ce sentiment qui fait se redresser l'Anglais, le Français, l'Américain, et qui nous sied autant qu'aux autres, la Belgique, traitée comme « pays d'intérêts limités » n'eût pas paru en cette chétive posture.

* * *

Une autre leçon qu'emportent les visiteurs, c'est l'éclatante supériorité des anciens sur les modernes. A cet égard, le snobisme qui s'engoue des plus déconcertantes excentricités et s'extasie même devant de plates horreurs, a subi là de rudes condamnations. Nous a-t-on assez rebattu les oreilles de la nécessité de la déformation des traits de la physionomie pour peindre au naturel les élans de la passion. Il n'y a que la caricature qui soit émotive et qui dit le contraire est « pompier ». Et nous avons pu contempler des scènes d'un pathétique déchirant ou d'une profonde émotion, où l'expression des sentiments les plus intenses ne troublait pas la pureté des lignes, n'altérait en rien l'harmonie de la nature. Faut-il citer cette *Communion* de Juste de Gand, où la concentration de l'âme recueillie dans l'adoration, abîmée dans l'amour repentant et reconnaissant s'exprime sur les figures des apôtres avec une force débordante, mais sans nulle outrance. Comment est-il possible qu'on ait pu voir dans ce panneau une « toile », comme si ce « subjectile » qui n'apparaît en Italie qu'au XVI^e siècle, dans les Pays-Bas au XVII^e, était déjà connu au XV^e. Hélas, ce panneau, venu d'Urbino, où il fut commandé comme rétable par la confrérie du *Corpus Christi*, a essuyé les injures du temps, et, peut-être, ne le pourra-t-on sauver, comme la célèbre *Descente de croix* de Rubens, que par l'opération infiniment délicate du marouflage.

Comment est-il possible de méconnaître la merveilleuse unité de ce chef-d'œuvre dont tous les personnages concourent à l'action, y compris le groupe des spectateurs, le duc Frederigo da Montelfetro, qui montre la Cène à l'ambassadeur Ieno Caterino, lequel la regarde de côté, tandis que les deux personnages du fond lèvent les mains en signe d'admiration, selon le geste classique de toutes les œuvres de cette époque, auquel s'associent même les deux anges planant sur la Cène. Il est d'ailleurs manifeste que cette œuvre flamande de 1473-1474 fut créée dans une atmosphère italienne. En tout cas, devant ce panneau, peint à l'huile, qui mesure 3^m11 sur 3^m35, les visiteurs tombent en arrêt, empoignés par la profondeur du sentiment religieux qui s'allie à la plus harmonieuse figuration.

Quelle belle et expressive image de la douleur poignante dans ce saint Jean de la *Mort de Marie*, se détournant de la Vierge expirante sur laquelle il n'ose plus arrêter les yeux!

Et même dans ses débauches d'imagination, la *Dulle Griet*, par exemple, *Margot l'enragée*, Brueghel le Drôle garde la pureté de la ligne, pas plus que Jordaens ne la sacrifie dans l'exubérance de sa fougue sensuelle. Tous ces maîtres, délicats ou forts, primitifs, italianisants, renaissants, possèdent à un même degré la science du dessin, la magie du coloris, la perfection du goût. Ils sont et resteront les inégalables modèles.

* * *

Je voudrais simplement signaler ici, en manière d'adieu, quelques-unes des œuvres les plus importantes qui n'avaient jamais été exposées en Belgique et nous ont apporté, à nous profanes, des jouissances inédites.

J'ai cité déjà la *Communion des Apôtres* de Juste de Gand, la seule de ses œuvres dont la paternité ne lui est pas contestée et qui le fait paraître déjà dans l'école des Van Eyck, dès le XV^e siècle, comme un pré-romanaisant.

De Van Eyck lui-même, Jean, dit-on, le *Saint François recevant les stigmates*, qui nous vient de la Pinacothèque de Turin. Le paysage automnal de roches et verdure s'harmonise délicieusement avec la bure franciscaine, mais on reste surpris devant la figure sereine et placide du Poverello — un portrait, semble-t-il, qui ne traduit pas la plus légère émotion dans l'âme enflammée du sérapique stigmatisé. Faut-il voir vraiment dans la ville qui se dresse à l'horizon, comme l'écrit M. Cornette, dans son excellent guide

illustré « la réminiscence de la vision d'Assise »? L'Alverne où se déroule la scène sublime est bien loin de la petite cité ombrienne et non pas étendue dans la plaine, mais juchée sur la montagne.

Quel charme de rencontrer Roger de la Pasture dans le tableau : *Saint Luc peignant le portrait de la Vierge*! On avait jusqu'à présent identifié Roger à « Rogelet » de la Pasture, natif de Tournai, qui *commença son appresure*, d'après le registre de la corporation des peintres de Tournai, dans l'atelier que Robert Campin possédait à l'ombre de la cathédrale aux cinq clochers. Mais, voici qu'un érudit brugeois, M. Renders, s'applique à démontrer qu'il n'y a rien de commun entre Roger et Rogelet et que Robert Campin ne peut être confondu avec le Maître de Fémalle.

Quoi qu'il en soit de ces interminables discussions sur les attributions des Primitifs, Roger de la Pasture, qui flamandisa son nom en celui de Van der Weyden, révèle une âme d'artiste d'une haute spiritualité; il est le premier peintre mystique. Il fut, « écrit Arnold Goffin, le missionnaire du sentiment religieux franciscain dans l'iconographie septentrionale ». Ce qui domine chez lui, observe à son tour M. Cornette, c'est avant tout le profond sentiment religieux, le lyrisme et la conception essentiellement dramatique des phénomènes; et, plastiquement, le sentiment des lignes, le souci de l'espace, la sollicitude de la composition et de l'ordonnance. A juste titre, Fierens-Gevaert l'appela un « dramaturge religieux ».

Le *Saint Luc peignant la Vierge* ne lui est pas unanimement attribué, mais tous les critiques admirent sans réserve « la mise en page, inspirée de la *Madone avec le chevalier Rolin*, le profond recueillement, presque extatique, des deux personnages et le fond prestigieux qui est une vision de rêve ».

De Hugues Van der Goes, qui donc oublierait l'exquise *Vierge à l'ailette*, qui est un poème de grâce et de tendresse?

De Memlinc, il nous fut donné de voir la curieuse *Passion du Christ* du Musée de Berlin, qui est un chemin de croix concentré en un seul tableau, composition cyclique où se déroulent tous les épisodes du drame sacré, soit dans les demeures soit dans la campagne environnante. De Memlinc aussi, cet envoi du Musée de Florence : la *Vierge et l'Enfant*, où, pour la première fois, peut-être, les *pulti* tressent, à l'italienne, une guirlande au-dessus de la madone brugeoise; cette *Behsabée au bain*, monumentale, d'un réalisme étonnant, marqué même par les flaques d'eau sur la dalle, mais qui est d'une dévotion douteuse.

Pour rester dans ce merveilleux XV^e siècle, comment n'être pas ému devant l'*Ecce Homo* du Palais des doges, où le Christ, en proie à une indicible douleur, fait un contraste déchirant avec le bourreau qui ricane et le pro-consul romain qui parle avec la foule!

Le roi d'Espagne nous a envoyé une composition du plus haut intérêt de Jean de Flandes, qui appartient à la fin du XV^e siècle et au début du siècle suivant : quinze panneaux illustrant la vie du Seigneur et de la sainte Vierge. Ils faisaient partie d'une série de quarante-six tableautins commandés par Isabelle la Catholique, qui passèrent ensuite à Marguerite d'Autriche et furent installés dans son palais de Malines où Dürer put les admirer. On en retrouve la mention dans les inventaires de Charles-Quint et de Philippe II. La collection fut dispersée et quinze panneaux seulement sont actuellement dans les mains du roi d'Espagne.

La série des grands maîtres brugeois se termine par Gérard David, dont tous les visiteurs ont particulièrement remarqué le *Repos pendant la fuite en Egypte*, d'une suavité et d'une distinction pénétrantes. Le Congrès de l'histoire de l'art lui a décerné la paternité de la *Sainte Famille*, *Sainte Barbe* et *Sainte Catherine*, du Musée de Lisbonne, que le conservateur portugais attribuait à Henri Met de Blés. Soit! Ce petit triptyque a été ballotté entre Van Eyck, Mabuse, Blés, le voici donné à Gérard David, du consentement même du conservateur de Lisbonne. Il est difficile que de telles variations n'engendrent pas quelque scepticisme. Mais aussi pourquoi nos Primitifs, à l'instar des Italiens, n'ont-ils pas signé leurs œuvres? Que de disputes ils nous auraient épargnées! Leur modeste anonymat est la croix de la critique.

J. SCHYRGENS.

(A suivre.)

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur le mauvais numéro de téléphone renseigné par l'Indicateur pour la « Revue catholique ».

Au lieu de 12.20.50 lire 17.20.50.

BELGIQUE

Les moines de l'Union

Pour ceux de nos lecteurs qui ne sont pas abonnés à Irénikon, l'intéressante revue éditée par les Moines d'Amay, nous reproduisons ici des extraits de l'article du R. P. Lambert Beauvain (Irénikon de juillet-août), où il « précise une fois de plus le point de vue des Moines d'Amay dans la question des méthodes d'action unioniste » :

I. RETOURS INDIVIDUELS.

Cette méthode vise directement les dissidents isolés et fait de ces conquêtes individuelles l'objet principal de son apostolat.

Pour apprécier cette méthode il faut : A. envisager l'aspect doctrinal des conversions; B. se placer ensuite sur le terrain pratique des contingences et des possibilités.

A. Tels sont les points théologiques indiscutables :

1. Tout fidèle de l'Eglise catholique romaine doit professer que l'organisme religieux auquel il appartient est la seule et unique Eglise fondée par Jésus-Christ.

Seule l'adhérence tranquille, paisible et invétérée à une Eglise séparée, qui établit l'âme dans la bonne foi, disculpe l'homme devant Dieu de n'avoir pas appartenu publiquement à la vraie Eglise. Cette obligation vis-à-vis de la vraie Eglise atteint toutes les Eglises séparées, qu'elles aient conservé les trésors surnaturels de la vraie foi et des sacrements, ou qu'elles aient dissipé prodigieusement cet héritage paternel.

2. Dès qu'une âme n'est plus en sécurité dans son Eglise et qu'elle cherche sincèrement plus de lumière, tout fidèle catholique, et *a fortiori* tout prêtre, en vertu même des principes que nous venons de rappeler, est tenu d'éclairer son frère, de lui tracer la route, avec discrétion et prudence sans doute, mais sans hésitation et sans faiblesse. Dès qu'une âme est pleinement éclairée et suffisamment trempée pour le bien, personne ne peut, pour des considérations d'un autre ordre, retarder sa pleine adhésion à la vraie Eglise.

3. Le chrétien, qui, pour suivre la voix de la conscience et adhérer à la vraie Eglise, fait le sacrifice humainement douloureux, inhérent à pareil retour, pose un acte hautement méritoire, digne de tous les éloges et de tous les respects et fait preuve d'une grande noblesse d'âme, d'une forte vertu et d'une docile fidélité à la grâce.

4. Nos frères séparés ne peuvent nous reprocher cette conduite que la logique de nos croyances nous trace : le prosélytisme s'impose à ceux qui ont conscience de posséder la vérité.

B. Si nous nous plaçons sur le terrain pratique, cette méthode des retours individuels, tout à fait légitime en soi, doit éviter soigneusement certains écueils; faute de quoi cet apostolat pourrait être très préjudiciable à la réconciliation chrétienne.

1. Le souci de multiplier les conversions individuelles ne doit jamais porter préjudice aux droits de la vérité et de la charité. S'il est juste de montrer dans l'Eglise catholique toutes les notes et prérogatives de la véritable Eglise du Christ, jamais il n'est permis, pour désaffectionner des fidèles de leur propre Eglise, d'exagérer les fautes et les défaillances de celle-ci; de taire systématiquement ses mérites, ses progrès et ses vertus; de discréditer injustement sa hiérarchie, ses institutions, ses traditions; de colporter son contrôle des faits défavorables; bref, de pratiquer une apologétique étroite et déloyale, qui aboutira peut-être à ébranler la confiance de quelques-uns, mais éveillera assurément des antipathies et augmentera la défiance et les rancunes de la masse : c'est du rapprochement à rebrousse-poil.

2. Une œuvre fondée pour multiplier les conversions individuelles deviendra fatalement suspecte à la hiérarchie des Eglises séparées; au moins faudra-t-il agir vis-à-vis d'elle avec une grande loyauté et parfaite révérence : éviter tout ce qui pourrait grandir abus de confiance, pression, bienfaisance intéressée, prosélytisme indiscret. Sans doute la hiérarchie séparée ne peut s'offusquer de voir le clergé catholique remplir au sujet des conversions individuelles tout son devoir, selon les principes théologiques développés

plus haut; mais, s'il s'agit d'un apostolat méthodiquement organisé dans ce sens, que de délicatesse et de charité il faudra pour ne pas provoquer des animosités et des représailles qui creuseraient le fossé plutôt que de le combler!

3. Enfin, ce ministère requiert une délicatesse, un tact infinis; tout excès de zèle, toute démarche intempestive, tout procédé indélicat ou indiscret peuvent aliéner les âmes à jamais. « La charité est patiente, elle est bonne; la charité n'est pas envieuse, la charité n'est pas inconsidérée... elle ne s'enfle pas d'orgueil, elle ne fait rien d'inconvenant... elle ne prend pas plaisir à l'injustice; mais elle se réjouit de la vérité; elle excuse tout, elle croit tout, elle espère tout, elle supporte tout. » « Chers confrères dans le sacerdoce, disait le cardinal Mercier, dans sa magistrale lettre du 18 janvier 1924, allez à nos Frères dissidents; mais approchez-vous d'eux avec respect; ne forcez pas l'enceinte des consciences; attendez que librement on vous en ouvre l'accès. »

Tout excès de zèle serait spécialement blâmable s'il s'exerçait, comme c'est le cas pour les émigrés russes, à des heures d'épreuves nationales et au milieu des détresses morales et physiques de l'exil.

Disons sans détour que cet apostolat individuel, tout légitime qu'il soit, n'est pas celui que poursuivent les moines de l'Union. Sans doute, ils entendent remplir consciencieusement tout leur devoir envers les âmes en quête de la pleine lumière, comme nous l'avons dit plus haut. Mais les retours individuels ne sont pas l'objectif de leur activité unioniste; leur apostolat n'est pas organisé en vue de cette action individuelle sur des dissidents isolés.

III. METHODE PSYCHOLOGIQUE.

1. *Considérations préliminaires.* Nous devons envisager cette question comme les Juifs envisageaient la venue du Messie promis, Leur religion consistait à espérer et à préparer cette venue, non à la voir et à la réaliser. Des générations d'excellents Juifs ont vécu et travaillé pour cette promesse : c'était leur rôle providentiel; et le fait de n'avoir pas vu, n'a ni refroidi leur zèle, ni affaibli leur foi et leur espérance, ni diminué leurs mérites. Probablement bien des profanes les ont pris pour des naïfs et des utopistes... comme aujourd'hui.

Sans doute, il faut laisser au bon peuple chrétien et à tant de saintes âmes qui prient pour l'union, l'espoir d'une réconciliation prochaine : la conscience de la Communion des Saints n'est pas assez profonde en eux pour vivre avec d'autres générations que la leur; et le grand idéal de l'union des Eglises qui excite aujourd'hui leur piété et leur zèle pourrait s'estomper si sa réalisation paraissait trop lointaine.

Mais pour l'élite de ce grand mouvement (et c'est à eux que s'adresse cette revue) il ne peut subsister aucune illusion : notre génération et hélas! probablement bien d'autres après elle, ne connaîtra pas l'unité désirée : nous devons nous résigner à cette grande épreuve, et nous reconnaître indignes de la grâce de la réconciliation. Donc, trêve à toute utopie et à tout rêve trompeur : nous sommes dans le désert et nous n'entrerons pas de sitôt dans la terre promise; ou plutôt, quand l'Eglise du Christ recevra le grand bienfait de la réconciliation, nous lui appartiendrons plus intimement et plus complètement, dans la gloire : cela nous suffit et cela nous comble.

Dès lors la question de l'union des Eglises ne se pose pas aujourd'hui pratiquement.

Mais un travail d'une importance capitale s'impose dès maintenant : travail indispensable et urgent; et ceux qui s'y livrent sont les vrais artisans de la future réconciliation. L'heure est favorable, mais le temps presse : plus tard ce serait peut-être trop tard.

2. Le vrai travail unioniste.

Créer avant tout une atmosphère favorable à la compréhension et à l'estime mutuelles; se livrer dans tous les domaines de la pensée et de la vie religieuse à un travail d'adaptation; dégager l'essentiel du christianisme des formes ethniques et historiques légitimes qu'il a revêtues au cours des âges, pour sauvegarder toute son expansion originelle et le rendre assimilable à toutes les cultures et à toutes les civilisations, car « l'Eglise du Christ n'est ni latine, ni grecque, ni slave, mais elle est catholique »; bref, se livrer dans la patience, dans la charité et l'humilité, à un travail d'ordre psychologique, travail destiné à dissiper les préjugés et

ouvrir entre l'Orient et l'Occident les percées lumineuses de la confiance et de l'amour.

Plus tard, à l'heure marquée par la Providence, quand se posera la question de l'union hiérarchique et visible, on s'apercevra de part et d'autre qu'elle est aux trois quarts réalisée; et Dieu fera le reste.

Sans doute pour tout catholique le point d'arrivée est l'unité doctrinale et hiérarchique voulue par le Christ. Mais ce point d'arrivée paraît humainement parlant inaccessible. Une zone à perte de vue, semée de précipices et de fondrières, traversée d'obstacles séculaires, le sépare du point de départ. Et c'est à ce point que nous en sommes : il faut donc niveler, déblayer, jeter des ponts, construire des travaux d'art, bref tracer des voies d'accès, des routes de communication, pour que, à l'heure de la Providence, les obstacles humains ne contrarient pas les intentions divines.

L'Occident est donc convié à un travail d'ordre moral et intellectuel. L'union définitive, encore lointaine, doit se préparer par des élucidations doctrinales mutuelles, par des échanges de vue loyaux et sincères et surtout par un généreux élan d'amour qui rapprochera les cœurs jusqu'ici défiant et éloignés.

4. *Aspect surnaturel.* Mais pour atteindre le but qu'on se propose, il ne suffit pas de s'appliquer avec ferveur à l'étude des langues, de l'histoire, de la théologie, de la liturgie et de la psychologie des Eglises séparées en vue de dissiper les malentendus et de rapprocher les esprits; en un mot, l'effort intellectuel et moral ne suffit pas. La question de l'union des Eglises doit être portée sur le terrain théologique et historique sur le terrain surnaturel et ascétique; tout le problème doit être placé dans le plan surnaturel et dans l'horizon de la mystique chrétienne.

Le dogme si riche de la Communion des Saints et la grande réalité du Corps mystique du Christ doivent alimenter de plus en plus la vie chrétienne des fidèles. Que cette solidarité de prières, d'expiations, de sacrifices provoque dans l'Eglise du Christ un élan de générosité et de ferveur qui nous mérite du ciel la grâce immense de la réconciliation. Que chaque âme chrétienne s'efforce d'être dans le Corps mystique du Christ un facteur d'unité. De l'effort combiné de toutes ces énergies unificatrices surgira enfin, à l'heure voulue par Dieu, cet *Unum* parfait, suprême souhait et suprême espérance.

C'est aussi le concept surnaturel de la sainte Eglise qu'il faut réveiller dans les âmes. Il n'y a qu'une seule doctrine en fonction de laquelle nous puissions penser en ce moment le concept de l'union des Eglises, si toutefois nous voulons le penser dans toute sa profondeur et toute sa richesse : c'est cette même doctrine de l'Eglise, Corps mystique du Christ. Et ce point de vue tout intérieur donne à toute la question une élévation, une gravité, une atmosphère qui touche indiscutablement ce qu'il y a de plus pur et de plus religieux au fond des âmes.

Les documents pontificaux, comme nous l'avons vu plus haut, posent le problème de l'union sur ce terrain religieux et surnaturel. Et malgré cela, l'action unioniste évoque encore chez plusieurs des associations d'idées juridiques et diplomatiques : négociations patientes entre hiérarchies ecclésiastiques diverses et, au terme de ces négociations, l'intégration de certaines sociétés, aujourd'hui divisées, dans une société juridiquement une. Ce n'est pas tant de cela qu'il s'agit aujourd'hui. Le travail doit s'efforcer avant tout de rendre au Corps mystique du Christ la plénitude de sa richesse et de sa vie et la splendeur de cette unité visible voulue par son divin Fondateur. La grande pensée qui doit en être l'âme est celle que saint Paul développait aux Ephésiens (V, 26) : « Le Christ a aimé l'Eglise et s'est livré Lui-même pour elle afin de la sanctifier... pour la faire paraître devant Lui, cette Eglise, glorieuse, sans taches, sans rides, ni rien de semblable, mais sainte et immaculée ».

Quoi qu'il en soit, l'entreprise que tente le Souverain Pontife est gigantesque, et, humainement parlant, irréalisable. Les apôtres de l'union doivent s'armer de patience, de courage et de vaillance.

Qu'ils méditent souvent cette page d'un accent vécu si émouvant que nous a laissée un des ouvriers de la première heure, le cardinal Wiseman, et qui décrit dans une réalité si prenante l'état d'âme qu'exige l'œuvre de l'union.

« Je ne regarde pas l'avenir avec des yeux d'enthousiasme. Le chemin est plein d'ennuis et de fatigues. La terre promise se trouve à l'autre côté du désert. Dans le désert, nous rencontrerons de durs rochers et des plaines de sable; également difficiles à traverser pour des causes différentes. Il faudra de l'énergie pour les uns, une persévérance infatigable pour les autres. Il y aura des serpents enflammés et des séducteurs qui tendront des pièges. Il y aura de vastes solitudes sans eau, des sources amères, des découragements, des murmures et des infidélités. Les tables seront plus d'une fois jetées à terre et brisées, puis écrites à nouveau. Enfin, on pourra mourir sur le Nébo, tout en regardant avec de tendres regrets, la terre où surabondent le lait et le miel, sans espoir d'y entrer. Grâce à Dieu, ni la manne ne nous manquera, ni l'espérance, ni la confiance dans le Seigneur d'Israël. Nous travaillerons et nous succomberons avec nos frères. Nous combattrons et nous prierons avec l'Eglise de Dieu, et en toute tranquillité nous laisserons à ses mains bienheureuses de donner le résultat et la récompense. Notre voie ne peut être ni plus difficile, ni plus décourageante que celle des apôtres. Elle ne peut être plus épineuse que celle de Notre-Seigneur. Le disciple n'est pas au-dessus du maître. »

ALLEMAGNE

Guillaume II

Les Mémoires du Prince de Bülou, ancien chancelier de l'Empire, vont paraître en français. La Revue Hebdomadaire vient d'en publier un long extrait : Souvenirs sur Guillaume II. Nous en détachons ces lignes :

Comment Guillaume II inaugura le monument de Bismarck.

L'inauguration du monument de Bismarck à Berlin avait été fixée au 16 juin 1901. Les sentiments personnels de Guillaume II à l'égard du ministre le plus grand qu'ait eu l'Allemagne, sont difficiles à résumer en peu de mots. L'Empereur haïssait Bismarck, mais ne pouvait se dissimuler que c'était un grand homme. Il désirait l'égaliser, le surpasser au possible, mais petit à petit il s'apercevait que cela n'était pas tout à fait aisé, et il s'en irritait. Il ne comprit jamais qu'on ne peut copier le génie et vouloir le remplacer par la grâce divine. Or, celle-ci ne se laisse pas prendre de force, même quand le prince qui l'implore se proclame l'instrument du ciel et le ministre de Dieu. Il y eut des moments où Guillaume II — en cela véritable fils d'une mère rationaliste — se figura que des dons naturels assez considérables, l'activité, le *common sense* anglais, mènent plus loin dans le monde que le génie. Au besoin, la violence, la police et l'armée y suppléeraient. Guillaume II, comme jadis Georges III, le roi aveugle, ou les Stuarts et les Bourbons, comme Frédéric-Guillaume II de Prusse et malheureusement bien d'autres princes, était fortifié dans sa folie des grandeurs par les flatteries de certains courtisans et parfois de savants sans caractère comme Schiemann et Harnack.

Pendant ma longue carrière de ministre, j'eus l'occasion chaque année d'entendre à l'Université, à l'Académie et à la Bibliothèque royale, des allocutions du professeur von Harnack (Guillaume II lui avait conféré sur sa demande la noblesse héréditaire). Elles dépassaient en byzantinisme tout ce qu'ont produit jusqu'à présent chez nous fonctionnaires ou militaires. « Notre gratitude s'élève jusqu'aux cimes les plus hautes vers notre sublime protecteur, roi et maître! » criait à l'Empereur le professeur Harnack à la célébration du bi-centenaire de l'Académie, le 20 mai 1901. Goûtez cette expression, fleur nouvelle du rosier de la *Rosiflora Byzantinissima Linnaei*, et voyez comment la gratitude s'élève jusqu'aux cimes les plus hautes : « L'empereur a royalement honoré notre Académie de son auguste présence. Mais nous nous montrerons en vrais Prussiens dignes d'un honneur si haut. Nous travaillons sous sa protection. La science aussi lui est familière. Nous voulons faire et ferons notre devoir. Dieu protège le Roi! » Dans un discours prononcé dans la salle des fêtes de l'Université, le 27 janvier 1907, jour anniversaire de l'Empereur, on lisait : « Dans le cœur de tout Allemand vit une image indélébile de l'Empereur, comme le sédiment et le fruit de toute notre histoire. A notre empereur, dont

les regards plongent avec courage et force dans l'avenir, nous promettons religieusement fidélité constante. Respectueusement, nous résumons nos souhaits en ce cri : « Dieu protège, Dieu nous conserve notre Empereur ».

Le professeur von Harnack n'abandonna pas ce ton jusqu'au 9 novembre 1918. Je ne pus malheureusement pas entendre son allocution du 22 mars 1914, jour de naissance de notre vieil Empereur, lors de l'inauguration de la Bibliothèque royale, mais je lus dans les journaux que le professeur avait crié en ces termes son allégresse à Guillaume II : « Puissions-nous en politique comme dans la science nous rassembler en une unité de plus en plus ferme, de plus en plus profonde, serrant nos rangs autour de Votre Majesté, sublime souverain à qui j'adresse mes respectueux hommages, comme au magnanime appréciateur de la science, au père aimé de la patrie ». Vint la guerre mondiale; tant que la fortune favorisait les drapeaux de l'Empereur, le professeur Harnack lui garda son dévouement et son enthousiasme illimité. Le 29 septembre 1915, il célébra publiquement « notre splendide armée et son grand chef notre cher Empereur ». Le 1^{er} août 1916, il invitait tous les Allemands « à serrer leurs rangs dans une inépuisable reconnaissance et une fidélité respectueuse autour du Seigneur suprême de la guerre, autour de notre cher empereur Guillaume II ». Au cours de ces souvenirs, je ne pourrai malheureusement pas dissimuler que von Harnack qui, en octobre 1918, proclamait encore publiquement en termes enflammés son inébranlable fidélité à l'Empereur et à la maison des Hohenzollern, fit volte-face quinze jours plus tard, en novembre, et de monarchiste ardent se mua en un tout aussi chaud républicain. Ce fut un de ces hommes prêts en tout temps à changer de chemise et de peau, pour parler comme Robert Prutz. L'empereur Guillaume II a souvent erré, pris souvent, trop souvent, de mauvais chemins. Mais s'il a beaucoup péché, lâche bottes, encenseurs, chiens couchants, ont été, eux aussi, coupables envers lui.

J'avais pris pour point de départ la situation morale de l'Empereur vis-à-vis du prince de Bismarck. Elle était en effet très compliquée. Présomption et crainte, remords et rancune, jalousie et arrogance s'y mêlaient. Pendant tout son règne, la gigantesque figure de Bismarck s'est dressée devant ses yeux. Il aurait bien voulu l'écraser sous le silence. Il désirait qu'on parlât le moins possible du chancelier. Mais il en était comme hypnotisé. Il y a bien des choses auxquelles il ne consentit point, parce que Bismarck les avait voulues. Puis il voulait, par contre, maintes choses, pour égaler Bismarck. Il s'était efforcé de justifier la rupture et le renvoi du chancelier, de faire croire que cette retraite était utile, nécessaire et juste. Il ressemblait ainsi quelque peu à cet étudiant de « Crime et Châtiment » revenant malgré lui sur le théâtre de son meurtre. Il s'était efforcé de faire croire que Bismarck lui avait laissé un « héritage impossible », que sa mission était de renouer les fils brisés par le chancelier et de remettre l'Allemagne d'aplomb. C'était là (Guillaume II aimait à développer ce thème), le but de ses voyages, de ses visites et de ses discours. Aujourd'hui encore, dans sa mélancolique demeure de Doorn, après sa chute et sa fuite, il est persuadé, j'aime à le croire, qu'il était sur le point d'accomplir la lourde tâche imposée par le ciel, quand ses ennemis l'attaquèrent et par là anéantirent tous ses efforts.

Lorsqu'approcha le jour de l'inauguration du monument de Bismarck, Guillaume II me fit dire par Lucanus qu'il refusait absolument d'assister à la cérémonie pour ne pas compromettre sa dignité. Auguste d'Eulenburg, premier maréchal de la Cour, aussi certain que moi de l'impression déplorable que causerait l'abstention de Majesté, m'arrangea une courte entrevue avec l'Empereur à la gare de Potsdam. L'entretien dura dix minutes et fut très animé. Guillaume II me quitta sur ces mots : « Puisque vous le voulez à tout prix, je viendrai, mais en petite tenue. » De la portière du

wagon impérial, il me cria encore qu'en aucun cas il ne prendrait la parole; qu'il me laissait le soin de faire le discours, de manière à ce qu'il pût l'approuver.

Le 16 juin, Guillaume II arriva en effet en petite tenue accompagnée de l'Impératrice, qui n'avait jamais aimé Bismarck, et qui semblait de mauvaise humeur. J'étais debout, face à l'Empereur, à environ vingt pas de lui. Je parlais très lentement, et distinctement; rien ne lui échappa, quand, appuyant sur chaque mot, je montrai que la trace creusée par le chancelier de fer pendant sa vie ne périrait jamais, qu'aussi longtemps que battraient un cœur allemand, qu'une bouche allemande s'ouvrirait, qu'un poing allemand se crispait, l'admiration et la reconnaissance le suivraient.

Vers la fin de mon discours, quelqu'un dit à ma femme que j'avais rudement bien parlé, mais qu'elle n'avait qu'à faire ses malles car l'Empereur aurait peine à digérer ma harangue. Mais Guillaume II vint à moi avec un air de bonté et d'affection que je lui ai vu rarement. Il me serra longuement la main et me dit : « Vos paroles m'ont profondément ému. » Quelle énigme indéchiffrable que Guillaume II! Même aux moments où ceux qui le connaissaient bien s'attendaient à le voir de mauvaise humeur, le fond généreux de sa nature reprenait soudain le dessus. Il passa ensuite son bras sous le mien, me conduisit à Herbert de Bismarck, lui sera la main et lui demanda si je n'avais pas bien parlé. « Le cœur est une chose opiniâtre et pusillanime, qui peut en voir le fond? » criait Jérémie, fils d'Ezéchiass.

TARIFS

DES ABONNEMENTS A L'ÉTRANGER

Nos nombreux abonnés étrangers nous obligeraient beaucoup en nous faisant parvenir le montant de leur abonnement (24, 21, 16, 15 ou 14 belgas suivant les pays) soit en souscrivant un abonnement, soit avant l'expiration de leur abonnement en cours.

Il ne sera plus donné suite qu'aux demandes d'abonnements accompagnées du paiement anticipatif. Le service de la revue sera supprimé sans autre avis à l'échéance de tout abonnement qui n'aura pas été renouvelé par le versement du montant dû.

Le prix de l'abonnement pour l'étranger est fixé comme suit :

I. — Pour le Grand-Duché de Luxembourg	15 belgas
II. — Pour le Congo belge	16 belgas
III. — Pour l'Albanie, Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bulgarie, Congo français, Côte d'Ivoire, Espagne, Estonie, Ethiopie, France, Gabon, Grèce, Guinée française, Haïti, Hongrie, Lettonie, Maroc, Martinique, Mauritanie, Niger-Oubangi-Chari, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal et colonies, Réunion, Roumanie, Salvador, Sarre, Sénégal, Serbie, Croatie et Slavonie, Somalis, Soudan, Tchad, Tchécoslovaquie, Terre-Neuve, Tunisie, Turquie, Uruguay, Républiques Soviétiques Socialistes, Brésil, Egypte, Mexique, Equateur	21 belgas
V. — Pour tous les autres pays	24 belgas

VOYAGES HANCIAU

Voyages Particuliers

- Voyages de Noce

- Excursions collectives

PROGRAMMES GRATUITS ENVOYÉS SUR DEMANDE

OBERAMMERGAU : Jeux de la Passion 1930

Renseignements gratuits

TOUS SERVICES DE VOYAGES

FONDÉE EN 1911. — TÉLÉPHONE 177,84
22, Rue de la Bourse - BRUXELLES

Entreprises Générales de Travaux Publiques et Privés

Maçonnerie - Béton armé - Plafonnage
Constructions Industrielles et Particulières
--- Transformations d'Immeubles ---

F. Chrétien Fils

144-145, Rue Franz-Merjay, 144-145

Tél. 696.23 Ixelles-Bruxelles Tél. 696.23

Entreprises de travaux dans toute la Belgique

580

BOUTEILLES

VERRERIES DE JUMET

Société Anonyme

JUMET (près Charleroi)

Téléphones: 1419 et 19

721

Pour le Centenaire de notre Indépendance

Histoire de la Belgique Contemporaine

Vient de paraître chez **A. Dewit, 53, rue Royale, à Bruxelles**, le tome II de l'*Histoire de la Belgique contemporaine*.

TOME I (408 pages, deux cartes hors texte).

Formation du Royaume de Belgique, par le vicomte Ch. TERLINDEN, professeur à l'Université de Louvain.

La Belgique et les Puissances européennes, par A. DE RIDDER, directeur général au ministère des Affaires étrangères.

Histoire économique de la Belgique, par F. BAUDHUI, professeur à l'Université de Louvain.

Nos Institutions représentatives, par G. EECKHOUT, professeur à l'Université de Gand.

TOME II (600 pages, dix oroques).

Histoire politique interne, formation et évolution des partis, par Ch. TERLINDEN, professeur à l'Université de Louvain.

Histoire sociale, les faits, les idées, la législation, par M. DEFOURNY, professeur à l'Université de Louvain.

Les institutions militaires belges, par le major b. e.-m. baron VERHAEGEN.

Histoire de l'église catholique en Belgique, par le P. E. DE MOREAU, professeur d'histoire au Collège théologique de Louvain.

Le **TOME III**, à paraître prochainement exposera l'histoire de l'enseignement; le mouvement scientifique, littéraire, artistique, philosophique et historique; la création de notre empire colonial ainsi que l'œuvre de nos rois.

Les plus Belles Récoltes
- s'obtiennent par le -
Sulfate d'Ammoniaque
le meilleur Engrais Azoté.



Sulfate d'Ammoniaque
Ordinaire



Sulfate d'Ammoniaque
Riche-Neutre

Le Comptoir Belge des Engrais Azotés

8, RUE DE SUISSE, A BRUXELLES

groupe les principaux producteurs de sulfate d'ammoniaque de Belgique, dont il vend la production pour la consommation intérieure ou l'exportation.

THE NEW

ANTWERP TELEPHONE

AND ELECTRICAL WORKS S. A.

27, rue du Verger

ANVERS



**TÉLÉPHONIE
AUTOMATIQUE
PRIVÉE**